



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 mai 2016  
Français  
Original : anglais

## Conseil des droits de l'homme

### Trente et unième session

Points 2 et 5 de l'ordre du jour

### Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

### Organismes et mécanismes de protection des droits de l'homme

## Rapport de la vingt-deuxième réunion annuelle des rapporteurs spéciaux, experts indépendants et présidents des groupes de travail des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (Genève, 8-12 juin 2015), y compris des informations actualisées sur les procédures spéciales\* \*\*

### Note du secrétariat

*Rapporteur : Seong-Phil Hong*

#### Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution 2004/76 de la Commission des droits de l'homme et couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015. Il rend compte des principales questions sur lesquelles a porté la vingt-deuxième réunion annuelle des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et donne également des renseignements utiles sur le système dans son ensemble.

\* Les annexes du présent rapport sont distribuées dans la langue originale seulement.

\*\* Le présent rapport a été soumis après la date limite afin que des renseignements sur les faits les plus récents puissent y figurer.

GE.16-08244 (F) 020816 220816



\* 1 6 0 8 2 4 4 \*

Merci de recycler



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Faits et chiffres .....	3
A. Nouveaux mandats.....	3
B. Titulaires de mandat .....	3
C. Visites de pays et invitations permanentes .....	3
D. Communications .....	4
E. Rapports et études thématiques.....	5
F. Contributions à l'établissement de normes ainsi qu'à la protection et à la promotion des droits de l'homme.....	5
G. Communication avec les médias et sensibilisation de l'opinion publique .....	6
H. Collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des mécanismes régionaux .....	6
I. Autres activités .....	7
III. Activités du Comité de coordination des procédures spéciales.....	8
IV. Actes d'intimidation et de représailles .....	9
V. Vingt-deuxième réunion annuelle des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.....	10
A. Comité de coordination des procédures spéciales.....	11
B. Méthodes de travail.....	11
C. Initiative Les droits de l'homme avant tout .....	14
D. Débats thématiques .....	15
E. Consultations avec les parties prenantes .....	15
 Annexes	
I. 2015 factsheet on special procedures .....	18
II. Statistics on current mandate holders (as of 31 December 2015) .....	19
III. Overview of standing invitations .....	20
IV. Overview of country visits conducted in 2015 .....	24
V. Overview of States not yet visited by any mandate holder .....	33
VI. Statistics on communications sent in 2015.....	34
VII. Overview of themes addressed in special procedures reports in 2015 .....	36
VIII. List of joint statements issued by special procedures in 2015.....	42
IX. Non-exhaustive list of follow-up activities undertaken by mandate holders in 2015.....	43
X. Table on external funding received by mandate holders in 2015 .....	46
XI. List of special procedures mandate holders as of 31 December 2015.....	55
XII. List of special procedures mandate holders to be appointed in 2016 .....	59
XIII. List of sponsors of HRC resolutions establishing special procedures mandates .....	60

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport donne un aperçu du système des procédures spéciales, chiffres à l'appui, et des exemples concrets d'activités menées en 2015 par les titulaires de mandat au titre de ces procédures. Il contient également des informations sur les travaux du Comité de coordination des procédures spéciales, ainsi que sur les principaux points qu'il a examinés et les conclusions auxquelles il est parvenu à la vingt-deuxième réunion annuelle des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Le rapport renseigne en particulier sur : les mesures prises face aux principales sources de préoccupation des titulaires de mandat, à savoir les actes d'intimidation et de représailles dirigés contre ceux qui coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), notamment le système des procédures spéciales, dans le domaine des droits de l'homme, et la question de la divulgation du montant des financements extérieurs reçus par les titulaires de mandat. Les exemples donnés dans le présent rapport le sont uniquement à titre indicatif et ne rendent pas compte de la multitude d'activités menées par tous les titulaires de mandat en 2015.

## **II. Faits et chiffres**

### **A. Nouveaux mandats**

2. Le Conseil des droits de l'homme a créé deux nouveaux mandats en 2015 : le mandat d'expert indépendant sur l'exercice des droits de l'homme par les personnes atteintes d'albinisme (voir résolution 28/6) et le mandat de rapporteur spécial sur le droit à la vie privée (voir résolution 28/16). Le système des procédures spéciales se compose actuellement de 55 mandats, soit 41 mandats thématiques et 14 mandats se rapportant à des pays (voir annexe XI).

### **B. Titulaires de mandat**

3. On dénombre au total 79 titulaires de mandat, dont 12 ont été nommés en 2015. Par sa décision 30/115, le Conseil des droits de l'homme a décidé d'adapter la durée des mandats, à titre exceptionnel, pour mieux répartir dans le temps le processus de nomination et, partant, de proroger de deux sessions ordinaires du Conseil le mandat de tous les membres des groupes de travail.

4. Au 31 décembre 2015, la proportion de titulaires de mandat issus des différents groupes régionaux d'États Membres de l'ONU était la suivante : Groupe des États d'Afrique : 24 % ; Groupe des États d'Asie et du Pacifique : 16 % ; Groupe des États d'Europe orientale : 13 % ; Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : 19 % ; et Groupe des États d'Europe occidentale et autres États : 28 % (voir annexe II). On compte actuellement 37 % de femmes et 63 % d'hommes parmi les titulaires de mandat.

### **C. Visites de pays et invitations permanentes**

5. En 2015, les titulaires de mandat thématique ont effectué 76 visites de pays dans 53 États et territoires (voir annexe IV). Six États Membres leur ont adressé une invitation permanente en 2015, ce qui porte à 115 États Membres et 1 État non membre observateur le nombre total de ceux qui leur ont adressé une telle invitation (voir annexe III).

6. Au 31 décembre 2015, 167 États Membres avaient reçu la visite d'au moins un titulaire de mandat. Un total de 26 États Membres n'ont donc jamais reçu la visite d'un titulaire de mandat, ce, parce qu'ils n'ont pas encore reçu de demande dans ce sens (14 États Membres), parce qu'ils n'ont encore accepté aucune demande (10 États Membres) ou parce qu'ils ont accepté une demande, mais que la visite n'a pas encore eu lieu (2 États Membres) (voir annexe V). Certains titulaires de mandat continuent de se voir refuser l'accès au pays concerné.

7. Afin d'offrir un accès direct à l'ensemble des informations relatives aux visites de pays (demandes adressées aux États, réponses reçues, visites planifiées et effectuées, etc.), le Service des procédures spéciales a créé en 2015 une base de données interne à cet effet, qui comporte des liens vers d'autres sites Web. L'état d'avancement des visites de pays, qui est actualisé en temps réel, peut être consulté sur les pages Web consacrées aux procédures spéciales<sup>1</sup>, et ce, à toutes les étapes, qui vont de l'envoi d'une demande officielle à l'État Membre à la présentation du rapport établi à l'issue de la visite.

## D. Communications

8. En 2015, les titulaires de mandat ont adressé 532 communications à 123 États et 13 acteurs non étatiques, communications dont l'immense majorité, soit 442, ont été envoyées conjointement par au moins deux titulaires de mandat. Ces communications ont concerné au moins 846 personnes, dont 152 femmes. Un total de 318 réponses, dont 222 se rapportant à des communications datant de 2015, ont été reçues cette même année, ce qui correspond à un taux de réponse de 42 %. Certaines réponses se résument à un accusé de réception, tandis que d'autres contiennent des éléments de fond. En tout, 137 communications ont fait l'objet d'un suivi de la part des titulaires de mandat (voir annexe VI). Trois rapports sur les communications ont été soumis au Conseil des droits de l'homme en 2015 (voir A/HRC/28/85, A/HRC/29/50 et A/HRC/30/27).

9. En 2015, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a porté 603 nouveaux cas de disparition forcée à l'attention d'États, dont 244 selon sa procédure d'action urgente. Il est en outre parvenu à élucider 73 cas.

10. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a rendu 56 avis en 2015. Comme suite aux avis qu'il avait rendus qualifiant d'arbitraire la détention des requérants concernés, il a été informé de la libération de neuf personnes, dont deux femmes.

11. Le Service des procédures spéciales a amélioré la base de données interne qui permet de stocker et de traiter les communications. Un questionnaire en ligne pour la soumission des cas a également été établi dans sa version définitive à l'issue de consultations entre le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), les organisations de la société civile et les titulaires de mandat. D'ici à mai 2016, toutes les parties prenantes auront la possibilité de présenter des informations à l'aide de ce nouvel outil et sont encouragées à le faire, sachant qu'il est sécurisé et convivial et permettra d'assurer un meilleur suivi des communications. Dans un premier temps, le questionnaire sera proposé en complément des moyens usuels de présentation d'informations aux titulaires de mandat. En 2015, la création d'une base de données interrogeable des rapports sur les communications a également été lancée.

<sup>1</sup> Voir [http://spinternet.ohchr.org/\\_Layouts/SpecialProceduresInternet/Forthcomingcountryvisits.aspx](http://spinternet.ohchr.org/_Layouts/SpecialProceduresInternet/Forthcomingcountryvisits.aspx), [http://spinternet.ohchr.org/\\_Layouts/SpecialProceduresInternet/ViewCountryVisits.aspx?Lang=en](http://spinternet.ohchr.org/_Layouts/SpecialProceduresInternet/ViewCountryVisits.aspx?Lang=en) et [http://spinternet.ohchr.org/\\_Layouts/SpecialProceduresInternet/StandingInvitations.aspx](http://spinternet.ohchr.org/_Layouts/SpecialProceduresInternet/StandingInvitations.aspx).

## **E. Rapports et études thématiques**

12. En 2015, les titulaires de mandat ont soumis 134 rapports au Conseil des droits de l'homme, dont 53 rapports de visite de pays, ainsi que 38 rapports à l'Assemblée générale.

13. La Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées et le Rapporteur spécial sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme, dont les mandats ont été créés en 2014, ont soumis au Conseil des droits de l'homme leurs premiers rapports respectifs, dans lesquels ils décrivent leur vision du mandat qui leur est confié (A/HRC/28/58 et A/HRC/30/45).

14. Les titulaires de mandat ci-après, nouvellement nommés, ont axé leur premier rapport sur la façon dont ils concevaient leur mandat : la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Myanmar (A/HRC/28/72), le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible (A/HRC/29/33), le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme (A/HRC/28/63), la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants (A/HRC/29/38) et le Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement (A/HRC/30/39/Add.1).

15. Dans son rapport final à l'Assemblée générale, la Rapporteuse spéciale sur l'indépendance des juges et des avocats a donné un aperçu des questions auxquelles elle s'était intéressée durant son mandat (A/70/263).

16. Les rapports thématiques soumis en 2015 ont traité de questions diverses, telles que : la Banque mondiale et les droits de l'homme (A/70/274) ; la protection des sources d'information et des lanceurs d'alerte (A/70/361) ; l'accessibilité économique des services de l'eau et de l'assainissement (A/HRC/30/39) ; le droit des personnes âgées à l'autonomie et aux soins (A/HRC/30/43) ; l'incidence des régimes de propriété intellectuelle sur l'exercice du droit à la science et à la culture (A/HRC/28/57) ; les droits de l'homme dans la lutte contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (A/HRC/29/51) ; la discrimination à l'égard des femmes dans la vie culturelle et familiale (A/HRC/29/40) ; la protection des droits de l'enfant dans le système de justice (A/HRC/29/26) ; l'exercice du droit à la liberté de réunion pacifique et d'association dans le cadre de l'exploitation des ressources naturelles (A/HRC/29/25) ; les combattants étrangers (A/70/330) ; et les compétences qui incombent aux autorités locales et aux autres autorités infranationales en ce qui concerne le droit à un logement convenable (A/HRC/28/62) (voir la liste des thèmes à l'annexe VII).

17. Les titulaires de mandat ont continué de contribuer au débat sur le programme de développement pour l'après-2015 ; le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a rédigé un rapport sur la question dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015 (A/HRC/29/34) ; et l'Expert indépendant chargé d'examiner les effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, a soumis son étude intérimaire sur les flux financiers illicites, les droits de l'homme et le programme de développement pour l'après-2015 (A/HRC/28/60).

## **F. Contributions à l'établissement de normes ainsi qu'à la protection et à la promotion des droits de l'homme**

18. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a soumis un rapport contenant le texte des Principes de base et lignes directrices des Nations Unies sur les voies et procédures permettant aux personnes privées de liberté d'introduire un recours devant un tribunal (A/HRC/30/37). Ces principes et lignes directrices visent à donner aux États des

orientations relatives à l'exécution de l'obligation qui leur incombe d'éviter toute privation de liberté arbitraire.

19. L'Expert indépendant chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable a établi un inventaire des meilleures pratiques concernant la prise en compte des obligations et des engagements en rapport avec les droits de l'homme en vue d'orienter, d'étayer et de renforcer l'élaboration des politiques environnementales, en particulier dans le domaine de la protection de l'environnement (A/HRC/28/61).

## **G. Communication avec les médias et sensibilisation de l'opinion publique**

20. En 2015, les titulaires de mandat ont publié, individuellement ou conjointement, 451 documents à l'intention des médias, soit 323 communiqués de presse, 53 déclarations et 75 bulletins d'information, dans lesquels ils ont exprimé des préoccupations concernant tout un ensemble de questions se rapportant à leurs mandats respectifs et ont fait œuvre de sensibilisation à cet égard. Le Comité de coordination des procédures spéciales a également publié huit communiqués de presse et déclarations publiques concernant, notamment, les attaques publiques et personnelles subies par un titulaire de mandat, les attentats terroristes et les abus et violations des droits de l'homme commis par le groupe terroriste Boko Haram, la crise migratoire, le cinquantenaire du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels dans le contexte de la Journée des droits de l'homme et la situation des droits de l'homme au Burundi (voir annexe VIII).

## **H. Collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des mécanismes régionaux**

21. Les titulaires de mandat ont collaboré activement et œuvré conjointement avec les organismes des Nations Unies. À titre d'exemple, le 5 mai 2015, le Rapporteur spécial sur les incidences sur les droits de l'homme de la gestion et de l'élimination écologiquement rationnelles des produits et déchets dangereux et le Bureau régional pour l'Europe du Programme des Nations Unies pour l'environnement ont organisé à Genève une manifestation sur le thème des liens entre droits de l'homme et substances dangereuses ; le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, la Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger, la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités et le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction ont publié, le 12 juin 2015, une déclaration conjointe sur la situation en République arabe syrienne<sup>2</sup> ; la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a reçu un appui logistique et technique essentiel de la part du Programme alimentaire mondial et de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour à l'occasion de la visite qu'elle a effectuée au Soudan en mai 2015 ; et le Rapporteur spécial sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement a été nommé membre du Groupe consultatif stratégique dont relève le Programme commun Organisation mondiale de la Santé (OMS)/Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) de surveillance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, tout comme l'évaluation annuelle de l'état de l'assainissement et de l'eau potable dans le monde d'ONU-Eau et de l'OMS (pour la liste complète, voir l'annexe I).

<sup>2</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16075&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16075&LangID=E).

22. Les titulaires de mandat ont renforcé leur collaboration avec les mécanismes régionaux, avec lesquels ils ont mené plusieurs activités conjointes. À titre d'exemple, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays a effectué, en février 2015, une visite conjointe en République centrafricaine avec la Coordinatrice adjointe des secours d'urgence de l'ONU et le Directeur des opérations du Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne ; la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels a contribué, le 6 mai 2015, aux délibérations de la Commission des affaires juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur l'évaluation de la directive de 2001 du Parlement relative aux droits d'auteur, en exposant la conception des droits culturels développée dans son rapport (A/HRC/28/57) ; la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences a effectué du 15 au 28 avril 2015 une visite conjointe dans les Caraïbes avec la Rapporteuse sur les droits des femmes de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, visite qui a donné lieu à un communiqué de presse conjoint<sup>3</sup> ; et le Groupe de travail sur la peine de mort et les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Afrique de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ont organisé les 3 et 4 septembre 2015 à Genève une réunion sur le projet d'observation générale concernant l'article 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif au droit à la vie. Les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales de l'ONU ont également continué de s'employer à appliquer la feuille de route d'Addis-Abeba ; ils ont rencontré leurs homologues du système africain des droits de l'homme le 3 novembre 2015 à Banjul pour faire le point à cet égard.

## I. Autres activités

23. Les titulaires de mandat ont mené plusieurs activités dans l'exercice de leur mandat et ont œuvré avec diverses parties prenantes, notamment des gouvernements ainsi que des membres de la société civile et du secteur privé.

24. Le quatrième Forum annuel sur les entreprises et les droits de l'homme s'est tenu du 16 au 18 novembre 2015, sous la conduite du Groupe de travail sur les entreprises et les droits de l'homme. Plus de 2 400 personnes originaires de 130 pays et représentant le secteur privé, les pouvoirs publics et la société civile y ont pris part. Cette participation record est bien la preuve que le Forum est le principal cadre mondial multipartite de dialogue constructif et d'action concernant les entreprises et les droits de l'homme. Le rapport du Forum sera présenté au Conseil des droits de l'homme à sa trente-deuxième session.

25. La huitième session du Forum sur les questions relatives aux minorités s'est tenue les 24 et 25 novembre 2015, sous la conduite de la Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités. Elle a réuni plus de 500 participants venus de toutes les régions, qui ont débattu des principales questions d'intérêt mondial dans le domaine du traitement réservé aux minorités par les systèmes de justice pénale et ont formulé des recommandations spécifiques visant à protéger et à promouvoir les droits de ces personnes. Les recommandations en question ont été soumises au Conseil des droits de l'homme à sa trente et unième session (A/HRC/31/72).

26. Au moins 17 titulaires de mandat ont organisé des séminaires et des consultations d'experts en 2015. À titre d'exemple, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et conséquences, a organisé le 2 avril 2015 une réunion

<sup>3</sup> Disponible (en anglais) à l'adresse suivante : [www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15939&LangID=E](http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=15939&LangID=E).

d'experts sur la question de l'élimination des formes contemporaines d'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement, réunion qui a enrichi son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/30/35) ; l'Expert indépendant sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable a organisé le 5 mai 2015, en vue d'étayer ses rapports au Conseil (A/HRC/30/44) et à l'Assemblée générale (A/70/285), une réunion d'experts sur le thème des répercussions néfastes des accords de libre-échange et d'investissement sur la promotion d'un ordre international démocratique et équitable ; la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, a organisé, les 18 et 19 mai 2015, une réunion d'experts sur les normes de diligence voulue et leur application s'agissant de la traite des personnes, réunion dont elle a incorporé les résultats dans son tout dernier rapport thématique à l'Assemblée générale (A/70/260) ; le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association et le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ont tenu des réunions et consultations d'experts avec les États Membres dans le cadre de l'élaboration de leur ensemble de recommandations pratiques pour la bonne gestion des rassemblements, qui a été soumis au Conseil à sa trente et unième session (A/HRC/31/66) ; et l'Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale a organisé quatre consultations régionales sur l'avant-projet de déclaration concernant le droit à la solidarité internationale (A/HRC/26/34).

27. Le suivi des mesures prises est demeuré une priorité pour les titulaires de mandat. Parmi les moyens qu'ils ont adoptés pour assurer le suivi de leurs communications, visites de pays, rapports, consultations et autres démarches, on peut citer la formulation d'observations sur les rapports relatifs aux communications, la réalisation de visites d'évaluation de la suite donnée à leurs recommandations, l'organisation de tables rondes et la publication de rapports de suivi et de communiqués de presse (voir annexe IX).

### **III. Activités du Comité de coordination des procédures spéciales**

28. Le Comité de coordination des procédures spéciales a continué de faciliter la coordination entre les titulaires de mandat, ainsi que l'interaction avec divers organes et parties prenantes. Il a, tout comme son Président, régulièrement rencontré les parties prenantes, notamment le Secrétaire général de l'ONU, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, le Président du Conseil des droits de l'homme, les États Membres et la société civile. Le Comité a collaboré avec le Groupe consultatif pour faire entendre la voix des titulaires de mandat dans le processus de sélection. Il s'est également penché sur les questions suivantes : coordination des activités et déclarations communes concernant les questions relatives à un pays ou à un thème particulier ; prise en compte des droits de l'homme ; la facilitation du dialogue et de la coopération avec les États ; représailles exercées contre ceux qui coopèrent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme ; attaques personnelles subies par les titulaires de mandat. Le Comité a aussi continué de donner des conseils sur des questions liées à l'indépendance des titulaires de mandat, aux conflits d'intérêts, au code de conduite et aux méthodes de travail, conformément à la procédure consultative interne.

29. Conformément à l'usage, le Président du Comité de coordination a participé aux sessions extraordinaires du Conseil des droits de l'homme. Il a ainsi pris part à la vingt-troisième session extraordinaire du Conseil, qui s'est tenue dans le contexte des attentats terroristes et des abus et violations des droits de l'homme commis par le groupe terroriste Boko Haram, et à la vingt-quatrième session extraordinaire, qui visait à empêcher que la situation des droits de l'homme ne se détériore encore au Burundi.



30. En 2015, des mesures ont été prises en vue de consolider le Comité de coordination dans le rôle de principal organisme chargé de représenter les titulaires de mandat et d'agir en leur nom. Ainsi, pour la première fois, le Président du Comité a présenté au Conseil des droits de l'homme le rapport annuel des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (A/HRC/28/41). La teneur de ce rapport a été revue de façon à incorporer des faits et chiffres sur les procédures spéciales, ainsi que des renseignements sur leur impact ; elle permet de se faire une idée globale de ce que les titulaires de mandat ont accompli en une année.

31. Le Comité de coordination s'est réuni à New York du 3 au 6 novembre 2015 en vue de multiplier les contacts avec d'autres organismes des Nations Unies, et d'examiner des questions liées à la prise en compte des droits de l'homme, en s'intéressant tout particulièrement à l'initiative Les droits de l'homme avant tout. Des réunions ont été organisées avec plusieurs représentants de haut niveau de l'ONU, parmi lesquels le Secrétaire général, le Vice-Secrétaire général, le Président de l'Assemblée générale, le Président de la troisième Commission et de hauts représentants du Département des opérations de maintien de la paix, du Département des affaires politiques, du Groupe d'appui à la consolidation de la paix, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Bureau de coordination des activités de développement. Des consultations avec des coordonnateurs résidents ont également été organisées, tout comme un séminaire en ligne ayant réuni plus de 60 membres d'organismes des Nations Unies originaires de toutes les régions. Tous les participants ont déclaré vouloir renforcer encore la coopération et le dialogue avec les titulaires de mandat. Ils ont réfléchi concrètement à mettre en place des canaux structurels permettant d'échanger des informations, de renforcer la coopération et de mieux intégrer les travaux des titulaires de mandat dans l'action menée par les organismes des Nations Unies pour améliorer l'institutionnalisation des droits de l'homme, notamment dans le cadre de l'initiative Les droits de l'homme avant tout.

32. Pour la première fois, les membres du Comité de coordination se sont rencontrés en personne (Genève, 7-11 décembre 2015) pour débattre de questions relatives au système des procédures spéciales, notamment de considérations liées aux conflits d'intérêts, aux représailles ou au statut et à la visibilité des procédures spéciales au sein du système des Nations Unies. Le Comité a également débattu de son rôle et de ses méthodes de travail (coopération avec les États Membres, communications, divulgation du montant des fonds, etc.).

33. Le Comité a coordonné la contribution des titulaires de mandat aux enquêtes du HCDH ayant visé Sri Lanka et la Libye (voir résolutions 25/1 et 28/30 du Conseil des droits de l'homme) et, partant, a apporté une preuve supplémentaire de sa capacité de contribuer aux travaux menés par d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

#### **IV. Actes d'intimidation et de représailles**

34. Les titulaires de mandat prennent très au sérieux la question des actes d'intimidation et de représailles dirigés contre ceux qui coopèrent avec les organismes des Nations Unies, en particulier le système des procédures spéciales, dans le domaine des droits de l'homme. Ils ont recensé différents types d'actes de représailles à l'encontre des intéressés (personnes et groupes), tels que des actes de harcèlement, y compris dans les locaux de l'ONU, des menaces de mort proférées à l'égard de particuliers et des membres de leur famille, des arrestations arbitraires, des détentions (au secret) et des poursuites fondées sur des allégations fallacieuses, des agressions physiques et des meurtres. Même si, selon la plupart des informations, les auteurs présumés sont affiliés à des États, d'autres acteurs, notamment

des entreprises privées et des organisations, peuvent également être impliqués dans la commission de telles violations, et il convient d'y prêter attention. Les actes présumés d'intimidation et de représailles liés à la coopération avec les titulaires de mandat dans le cadre de leurs visites de pays et de leurs communications représentent la majeure partie des cas ; il en est fait état dans le rapport du Secrétaire général sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme (A/HRC/30/29). Les titulaires de mandat se sont aussi intéressés à la question des politiques ou dispositions législatives susceptibles d'empêcher la collaboration avec le système des procédures spéciales ou d'intimider ceux que cette dernière intéresse. Ils ont reçu des informations sur des cas d'intimidation et de représailles commis pour coopération avec d'autres organismes des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

35. Les titulaires de mandat ont rédigé des communications, publié des déclarations, des communiqués de presse et des rapports officiels ou encore organisé des réunions avec diverses parties prenantes, pour faire part des vives préoccupations que leur inspiraient les actes d'intimidation et de représailles, et ce, du fait non seulement que de tels actes continuaient d'être commis en toute impunité, mais aussi que ces actes gagnaient en gravité. Le Comité de coordination s'est saisi de ce problème et en a discuté en particulier avec le Président du Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Secrétaire général de l'ONU. La question des représailles a en outre été examinée à maintes reprises lors des réunions annuelles, ce qui a abouti à la nomination, parmi les membres du Comité, d'un coordonnateur du système des procédures spéciales pour la question des représailles (voir par. 40 et 41 ci-dessous).

## **V. Vingt-deuxième réunion annuelle des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

36. À leur vingt-deuxième réunion annuelle, tenue à Genève du 8 au 12 juin 2015 (voir l'annexe XI pour la liste des participants), les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont principalement réfléchi aux méthodes de travail promouvant l'amélioration de la coordination et l'élaboration d'approches communes des problématiques qui sont transversales ou qui dépassent les limites de leurs mandats. Ils se sont penchés sur plusieurs questions essentielles à cet égard, notamment la procédure de présentation de communications, la suite donnée aux recommandations, l'organisation de consultations, de séminaires et de visites de travail et la participation à ces activités, la réaction aux attaques publiques ou personnelles dirigées contre des titulaires de mandat, les stratégies médiatiques, la participation des titulaires de mandat à des actions en justice et l'appui apporté aux procédures spéciales, notamment sur le plan des ressources.

37. Les titulaires de mandat ont convenu de coordonner davantage les activités consacrées à chaque pays et la réaction aux actes d'intimidation et de représailles visant les personnes qui coopèrent avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme, en particulier avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales. Les participants ont procédé à un échange de vues sur la contribution des procédures spéciales à l'initiative Les droits de l'homme avant tout et à des débats thématiques sur les objectifs de développement durable, la discrimination fondée sur la caste et la réaction aux situations de crise, question soulevée par la situation des migrants en mer. Les titulaires de mandat ont en outre tenu des consultations avec le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Président du Conseil des droits de l'homme, des États Membres et des représentants de la société civile, d'organisations non gouvernementales et d'institutions nationales des droits de l'homme.

## **A. Comité de coordination des procédures spéciales**

### **1. Élection du Comité de coordination pour la période 2015-2016**

38. Michael K. Addo, Président du Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises, a été élu Président du Comité de coordination pour la période 2015-2016 et Seong-Phil Hong, Président du Groupe de travail sur la détention arbitraire, a été élu Rapporteur de la réunion annuelle et membre du Comité de coordination. Les participants ont approuvé le choix des membres du Comité suivants : Rita Izsák, Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités, Virginia Dandan, Experte indépendante sur les droits de l'homme et la solidarité internationale, et Marzuki Darusman, Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. François Crépeau, ex-Président du Comité de coordination et Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants, reste membre de droit pendant un an.

### **2. Réflexion et stratégies en vue de la période 2015-2016**

39. Les titulaires de mandat ont réfléchi au travail accompli par le Comité de coordination et ont formulé des suggestions sur les questions à traiter pendant l'année à venir. Ils ont invité le Comité à continuer de prêter attention à la question des représailles contre les personnes qui coopèrent avec les procédures spéciales, aux attaques publiques et personnelles dont font l'objet les titulaires de mandat, aux cas de pays qui persistent à refuser de coopérer, à l'initiative Les droits de l'homme avant tout, à la coordination des activités de pays, à la publication d'informations sur les financements extérieurs et au renforcement des liens avec le Conseil des droits de l'homme, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Les titulaires de mandat ont jugé qu'il était prioritaire de faire mieux connaître les procédures spéciales, particulièrement au niveau local, et ont recommandé au Comité de collaborer plus étroitement avec le HCDH à cette fin, la traduction des travaux des procédures spéciales dans les langues locales leur paraissant importante à cet égard. Les titulaires de mandat ont par ailleurs estimé nécessaire de faciliter davantage la transition entre les titulaires successifs d'un même mandat pour éviter des lacunes dans la protection.

## **B. Méthodes de travail**

### **1. Actes d'intimidation et de représailles**

40. Les titulaires de mandat se sont dits extrêmement préoccupés par la sécurité et le bien-être des personnes avec lesquelles ils coopéraient dans le cadre de leurs fonctions, compte tenu du nombre de cas signalés d'actes d'intimidation et de représailles, qui ne visaient pas seulement à dissuader ou à empêcher la population de collaborer avec eux, mais à nuire au mécanisme des procédures spéciales dans son ensemble. Des mesures avaient été élaborées face à ce problème – tendant notamment à ce que les informations faisant état de représailles soient communiquées systématiquement par les titulaires de mandat à l'État concerné, ainsi que par le Président du Conseil des droits de l'homme au Bureau et à l'État concerné, à ce que le Haut-Commissaire exprime publiquement ses préoccupations à ce sujet, et à ce qu'une attention plus grande soit accordée au rapport du Secrétaire général sur la question – mais les titulaires de mandat ont insisté pour que le coordonnateur des Nations Unies pour la question des représailles soit désigné dès que possible, de sorte que des mesures coordonnées à l'échelle du système puissent enfin être définies.

41. Les titulaires de mandat ont reconnu qu'ils étaient eux aussi responsables de l'élaboration d'une réaction coordonnée à tout acte d'intimidation ou de représailles. Dans cette perspective, les participants ont adopté les consignes permanentes élaborées par le Comité de coordination, concernant les mesures à prendre par les titulaires de mandat pour mieux répondre aux actes d'intimidation et de représailles, et ont décidé de désigner un coordinateur parmi les membres du Comité de coordination (François Crépeau pour la période 2015-2016). Ils ont également décidé de faire figurer systématiquement dans leur rapport annuel une section consacrée aux représailles et de coopérer étroitement avec le coordonnateur des Nations Unies pour la question des représailles, une fois qu'il serait nommé.

## **2. Attaques publiques et personnelles contre les titulaires de mandat**

42. Un certain nombre de titulaires de mandat ont été victimes d'attaques publiques et personnelles dans l'exercice de leur mission. Les titulaires de mandat sont ouverts au dialogue sur leur travail et acceptent la critique, notamment dans les médias, mais la limite est franchie lorsque les critiques ne visent plus leur travail mais leur personne. Plusieurs d'entre eux ont partagé leurs expériences relatives à des attaques isolées ou répétées. En concertation avec le titulaire de mandat concerné, le Comité de coordination avait réagi à ces actes en prévenant l'État intéressé, en publiant des communiqués de presse et en informant le Président du Conseil des droits de l'homme, le Haut-Commissaire et le Secrétaire général.

43. Les participants ont réfléchi aux moyens de mener une action cohérente en réponse à ces attaques, notamment par l'intermédiaire du Comité de coordination. Les titulaires de mandat ont souligné qu'il faudrait moduler la réaction en fonction de plusieurs facteurs, tels que l'identité de l'auteur, la nature et les conséquences des actes en question. Ils ont décidé de continuer à travailler sur la question et de la maintenir inscrite à l'ordre du jour du Comité.

## **3. Publication d'informations sur les financements extérieurs reçus par les titulaires de mandat en dehors du Haut-Commissariat aux droits de l'homme**

44. Les participants ont examiné la question de la transparence et de la divulgation des informations concernant les fonds reçus par les titulaires de mandat. Il a été rappelé que les informations relatives à tout financement obtenu par l'intermédiaire du HCDH, aussi bien au titre du budget ordinaire que de contributions volontaires, étaient accessibles à tous sur le site Web et dans les rapports annuels du HCDH. Les titulaires de mandat ont réfléchi à l'insuffisance chronique des ressources fournies aux procédures spéciales et plus généralement au domaine des droits de l'homme à l'ONU, et ont à nouveau demandé aux États Membres de veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées à ce pilier de l'Organisation, au titre du budget ordinaire. Ils ont souligné que l'insuffisance du financement les obligeait constamment à recourir à des fonds extrabudgétaires pour financer leurs activités. Jugeant nécessaire d'accroître la transparence des financements extérieurs, qui pourraient avoir une incidence sur la perception de leur indépendance, les participants ont décidé de rendre obligatoire la publication d'informations à ce sujet, selon des modalités à préciser.

45. En application de la décision prise à leur vingt-deuxième réunion annuelle, tendant à rendre obligatoire la divulgation des financements extérieurs, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ont décidé de faire figurer un tableau à cet effet, dans chacun de leurs rapports annuels (voir l'annexe X).

46. Au total, 53 titulaires de mandat ont communiqué des informations concernant les financements extérieurs obtenus en 2015 : 20 ont déclaré avoir obtenu des financements extérieurs sous une forme ou une autre et 33 n'en ont reçu aucun. Parmi ceux qui ont répondu par l'affirmative, sept ont bénéficié exclusivement d'un appui en nature,

généralement fourni par l'institution dont ils relevaient sous la forme d'un appui administratif, d'une aide à la recherche ou de locaux et d'installations mis à leur disposition. Huit ont reçu une aide en espèces, laquelle était soit réservée à une manifestation particulière, soit destinée à la recherche ou à un appui administratif. Dans presque tous les cas, cette aide financière a été fournie par l'institution dont relevait l'intéressé, une fondation ou un État. Cinq titulaires de mandat ont reçu à la fois une aide en nature et une aide en espèces en 2015.

#### **4. Suite donnée aux recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales**

47. Les titulaires de mandat se sont concertés avec plusieurs hauts fonctionnaires en poste au siège ou sur le terrain au sujet de la suite donnée aux activités des procédures spéciales et, en particulier, aux recommandations formulées à l'issue de visites de pays. Plusieurs cas concrets de mesures prises comme suite à des recommandations ont été cités et ont fait ressortir qu'il s'agissait d'une dimension importante du travail des bureaux extérieurs du HCDH et des conseillers en matière de droits de l'homme.

48. En général, les titulaires de mandat se sont dits prêts à créer, autant que possible, des effets de synergie dans ce domaine avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme, notamment les organes conventionnels et le mécanisme de l'Examen périodique universel, tout en soulignant qu'il fallait préserver les particularités des procédures spéciales, l'intégrité de leurs recommandations et leur indépendance, y compris à l'égard de l'ONU. Ils ont en outre demandé que des informations sur la suite donnée à leurs rapports, à leurs recommandations et à leurs autres activités par d'autres composantes du HCDH leur soient communiquées dès que possible, de sorte qu'ils puissent en tenir compte dans les activités à mener par la suite.

49. De plus, les titulaires de mandat ont souligné que les équipes de pays des Nations Unies, les organisations régionales, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales étaient également des partenaires importants, et qu'il convenait de dialoguer avec eux et de renforcer leurs capacités dans la perspective de l'application des recommandations.

#### **5. Coordination des activités de pays**

50. Même si les titulaires de mandat ont cherché à améliorer leur coordination et leur collaboration dans le cadre des activités concernant un pays donné, pour lequel un mandat est en place, il est apparu néanmoins nécessaire d'adopter une approche plus stratégique. Aussi le Comité de coordination a-t-il élaboré des directives sur la coordination des activités de pays, qui ont été adoptées à la réunion. Il en ressort qu'une attention particulière doit être accordée aux visites de pays, surtout lorsque l'État Membre refuse de coopérer avec le titulaire de mandat de pays et se dit prêt à discuter avec des titulaires de mandat thématique et les inviter à travailler avec lui, ou lorsque l'État adresse des invitations à un certain nombre de titulaires de mandat thématique sans répondre aux demandes d'autres titulaires de mandat.

51. Les titulaires de mandat ont donné des exemples de problèmes et de bons résultats en la matière, évoquant notamment des visites conjointes effectuées récemment, et ont convenu de se concerter avant d'accepter une invitation à effectuer une visite de pays dans les cas mentionnés ci-dessus. Il a toutefois été précisé que le fait qu'un État refuse de coopérer avec un titulaire de mandat de pays n'empêchait pas en soi les titulaires de mandat thématique d'accepter de s'y rendre, à condition de se concerter d'abord avec le titulaire de mandat de pays. Dans ce cas, les titulaires de mandat thématique peuvent exhorter le pays en question à accepter une visite conjointe et tenir compte autant que possible des travaux du titulaire de mandat de pays avant, pendant et après la visite.

## 6. Réflexions sur la procédure de présentation de communications

52. La procédure de présentation de communications est l'un des principaux instruments dont disposent les titulaires de mandat pour s'attaquer à toute une série de problèmes, notamment dans le cadre des affaires individuelles. Comme cette procédure s'est progressivement développée au gré des circonstances, les titulaires de mandat ont estimé qu'il fallait réfléchir à son efficacité, à sa rationalité, à sa visibilité et à son impact. Ils ont donc décidé de l'évaluer en s'intéressant tout particulièrement à la confidentialité et aux critères de hiérarchisation des communications. L'évaluation devait notamment porter sur la question du consentement en connaissance de cause, qui est problématique lorsqu'il n'est pas possible de se mettre directement en rapport avec la victime ou que celle-ci est mineure, ainsi que sur l'application des règles de confidentialité aux personnes qui leur fournissent des renseignements, parfois en courant de grands risques, sachant qu'ils estiment devoir à ces personnes des informations sur l'état d'avancement du traitement de leur communication. Enfin, les titulaires de mandat ont décidé de réfléchir au fait qu'ils sont de plus en plus sollicités pour examiner des questions liées à la conformité de la législation et des politiques avec les normes relatives aux droits de l'homme, ainsi qu'au faible taux de réponse des États et des autres parties concernées, au rôle et à la responsabilité des États et du Conseil des droits de l'homme dans l'amélioration des taux de réponse et aux moyens d'améliorer la visibilité de la procédure de présentation de communications.

## 7. Organisation de consultations, de séminaires et de visites de travail et participation à ces activités

53. Les titulaires de mandat se sont penchés sur la question de l'organisation de consultations, de séminaires et de visites de travail et de la participation à ces activités dans le cadre de leurs fonctions officielles. Conformément au Manuel des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, ils ont confirmé que le HCDH devait toujours être informé à l'avance des voyages effectués à ce titre. En outre, une notification officielle devait être adressée à la mission permanente concernée. Si l'activité était organisée à l'initiative du titulaire de mandat, celui-ci devait en indiquer le nom, les dates et le lieu à l'État concerné.

## C. Initiative Les droits de l'homme avant tout

54. Les titulaires de mandat ont réfléchi aux moyens de contribuer à l'initiative Les droits de l'homme avant tout, avec la participation de hauts fonctionnaires de l'ONU. Ils ont exprimé leur soutien à l'initiative, tout en soulignant qu'elle devait être entièrement mise en œuvre dans l'ensemble du système des Nations Unies.

55. Les titulaires de mandat ont été informés de l'utilisation qui était faite de leurs travaux par le HCDH et d'autres entités du système des Nations Unies, tant au Siège que sur le terrain, y compris dans le cadre de l'initiative Les droits de l'homme avant tout. Leurs rapports, leurs recommandations et leurs activités éclairaient l'analyse par pays des risques en matière de droits de l'homme et représentaient une source d'information précieuse pour les équipes de pays des Nations Unies, dans le suivi de la situation des droits de l'homme. Les informations et les analyses présentées aidaient par ailleurs à déceler les signes précurseurs de violations graves des droits de l'homme.

56. En outre, la collaboration avec les procédures spéciales permettait de faire mieux connaître telle ou telle situation, d'engager un dialogue avec les autorités sur des questions sensibles ou d'appuyer l'action de sensibilisation menée au niveau national par l'équipe de pays. De surcroît, les informations provenant des procédures spéciales pouvaient être prises en compte dans l'analyse plus générale des tendances régionales et internationales,

et l'ONU pouvait faire appel aux titulaires de mandat dans ses stratégies visant à prévenir de graves violations des droits de l'homme ou à y réagir. L'initiative Les droits de l'homme avant tout promouvait un dialogue plus dynamique et plus efficace avec les États Membres, l'objectif étant que l'ONU puisse intervenir rapidement et mener une action de prévention ; or, la collaboration avec les titulaires de mandat était essentielle à la promotion de relations constructives et d'un dialogue sur les questions des droits de l'homme avec les États, aux niveaux national, régional et mondial.

57. Les titulaires de mandat ont souligné qu'il fallait redoubler d'efforts pour instaurer le dialogue et la coordination avec les entités des Nations Unies présentes sur le terrain, en particulier les Coordonnateurs résidents, afin que les droits de l'homme soient pleinement pris en compte dans leurs activités. À cette fin, l'initiative Les droits de l'homme avant tout devait toujours être mise en œuvre au plus haut niveau de toutes les entités du système.

## **D. Débats thématiques**

58. Avec la participation de la section du HCDH s'occupant des objectifs de développement durable, les titulaires de mandat ont examiné les faits nouveaux intéressant le processus relatif à ces objectifs, en se focalisant sur les moyens d'y contribuer. Les participants ont jugé préoccupant que certaines questions relatives aux droits de l'homme et les droits de certains groupes particuliers – comme les femmes, les personnes d'ascendance africaine et les peuples autochtones – ne soient pas suffisamment pris en compte. La Rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités a organisé une séance de réflexion sur des questions liées à la discrimination.

59. Les titulaires de mandat ont également réfléchi aux moyens de réagir aux situations de crise, en se concentrant sur la crise des migrants en mer d'Andaman. Ils ont appelé l'attention sur la situation des Rohingyas cherchant refuge dans les pays voisins. Les participants ont estimé que s'il appartenait au titulaire de mandat de pays de se pencher sur les causes profondes de la discrimination à l'égard de ce groupe ethnique et de rechercher des solutions à long terme à ce problème, les titulaires de mandat thématique pourraient apporter leur pierre à l'édifice en examinant les questions de droits de l'homme concernant les Rohingyas détenus dans les pays dont ils souhaitent solliciter la protection.

## **E. Consultations avec les parties prenantes**

### **1. Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme**

60. Le Haut-Commissaire a de nouveau exprimé son appui aux procédures spéciales, qui jouaient un rôle crucial dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Au cours de l'année écoulée, les titulaires de mandat avaient contribué à plusieurs reprises à ses activités et à ses messages publics, et vice versa, et il espérait trouver de nouvelles occasions de collaborer avec eux pendant les années à venir. Le Haut-Commissaire a dit qu'il était conscient de la nécessité de préserver l'indépendance des procédures spéciales et de maintenir l'appui spécial qui leur était apporté par le HCDH, et que la réorganisation permettrait de rendre les activités du HCDH et des procédures spéciales plus complémentaires et plus utiles.

61. Les titulaires de mandat ont fait savoir au Haut-Commissaire qu'il pouvait compter sur leur soutien en vue de faire du HCDH un organisme plus dynamique grâce à l'initiative de réforme, tout en soulignant qu'il fallait préserver l'indépendance et la visibilité du système des procédures spéciales dans son ensemble. Ils avaient besoin, en particulier, d'un appui spécial permanent et d'une coordination centralisée, et espéraient poursuivre le dialogue avec lui à ce sujet et avoir l'occasion d'exprimer leurs vues, la question étant

susceptible d'avoir des conséquences importantes pour ce système. Les titulaires de mandat ont également soulevé des questions concernant l'insuffisance chronique du financement des procédures spéciales, qui avait des incidences considérables sur leur travail. Quant aux accusations de sévices sexuels et d'exploitation sexuelle portées contre les forces internationales présentes dans des pays en situation de conflit ou d'après conflit, les participants ont examiné les procédures qui étaient en place pour traiter les cas de violation et prévenir les violations futures, en s'intéressant en particulier au rôle que les titulaires de mandat pourraient jouer dans le cadre de leurs fonctions de surveillance et à la question de savoir comment garantir l'accès des titulaires de mandat aux informations pertinentes.

## 2. Président du Conseil des droits de l'homme

62. Le Président du Conseil des droits de l'homme a indiqué qu'il avait eu des échanges réguliers avec le Comité de Coordination, notamment pour trouver des moyens d'accroître l'impact des procédures spéciales et de renforcer leur dialogue avec le Conseil. À la suite de ces échanges, en mars 2015, le rapport annuel des procédures spéciales avait été présenté pour la première fois au Conseil par le Président du Comité de Coordination. Le Président s'employait à rendre le travail du Conseil plus visible et accessible et à contribuer à appeler l'attention du grand public sur les activités des procédures spéciales, notamment en faisant mention de ces dernières dans plusieurs déclarations publiques.

63. Le Président a relevé trois thèmes interdépendants à examiner, à savoir les rapports entre les bureaux de New York et de Genève et la position institutionnelle, l'efficacité et l'efficience du Conseil. Le Président s'est dit gravement préoccupé par les cas signalés de harcèlement et de représailles visant des personnes coopérant avec l'ONU dans le domaine des droits de l'homme et a indiqué qu'il traitait ces affaires avec tout le soin requis en évaluant toutes les informations portées à son attention, en assurant le suivi de chaque cas signalé avec l'État concerné et le Bureau, et en fournissant toutes les informations pertinentes au Secrétaire général pour qu'il les intègre dans son rapport annuel sur la question.

64. Les titulaires de mandat ont estimé qu'il serait opportun d'examiner plus avant la possibilité de participer à l'Examen périodique universel et à d'autres réunions organisées sous les auspices du Conseil. Abordant la question de l'efficacité, les titulaires de mandat ont évoqué la responsabilité qu'avaient les États de coopérer avec eux, notamment en autorisant les visites de pays et en indiquant l'état d'application des recommandations préconisant la création d'un système d'établissement de rapports annuels sur les progrès accomplis.

## 3. États Membres

65. Les États Membres se sont déclarés satisfaits du travail des procédures spéciales, qui constituaient selon eux un mécanisme essentiel permettant de recenser les bonnes pratiques et de porter les violations des droits de l'homme à l'attention de la communauté internationale. Ils ont salué les améliorations apportées au rapport annuel, grâce auxquelles les informations sur les procédures spéciales étaient dorénavant plus accessibles, ainsi que la décision de publier les financements extérieurs reçus par les titulaires de mandat. Plusieurs États Membres ont à nouveau exprimé leur préoccupation devant la multiplication des actes d'intimidation et de représailles commis contre les personnes qui coopèrent avec les titulaires de mandat.

66. Plusieurs États ont fait part de leur expérience concernant l'accueil de titulaires de mandat. Un État a souligné que le succès d'une visite de pays dépendait du degré d'ouverture et de collaboration dont l'État faisait preuve. Certains ont appelé les autres à coopérer avec les titulaires de mandat et à leur adresser une invitation permanente. Plusieurs États ont cependant dit souhaiter que les titulaires de mandat rationalisent leurs



visites et montrent une meilleure coordination entre eux, en adoptant une démarche universelle et en évitant les doubles emplois, certains pays faisant l'objet d'analyses trop nombreuses et d'autres d'aucune analyse. Les États ont estimé que le suivi était essentiel à la mise en œuvre des résultats et que les titulaires de mandat devraient entretenir un dialogue constant avec les États, les organisations non gouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme, ainsi qu'avec des juristes, des chercheurs et des universitaires, afin d'obtenir des informations équilibrées.

67. Les titulaires de mandat se sont félicités que davantage de temps ait été alloué au dialogue interactif dans le cadre de la présentation de leurs rapports au Conseil des droits de l'homme. En ce qui concerne les visites de pays, les titulaires de mandat ont instamment prié les États qui leur avaient adressé une invitation permanente de respecter cet engagement en répondant favorablement à leurs demandes de visite, de mieux informer la population au sujet de leurs visites, particulièrement en dehors de la capitale, et de porter à leur connaissance toutes les mesures prises comme suite à leurs recommandations. Les titulaires de mandat ont souligné que les visites de pays ne visaient pas seulement à signaler des violations des droits de l'homme, mais également à recenser et à décrire les bonnes pratiques et des exemples à suivre.

#### **4. Société civile, organisations non gouvernementales et institutions nationales des droits de l'homme**

68. L'échange de vues avec des représentants de la société civile, d'organisations non gouvernementales et d'institutions nationales des droits de l'homme a essentiellement porté sur la procédure de présentation de communications. Selon les représentants, cette procédure était essentielle à la lutte contre les violations des droits de l'homme et jouait un rôle crucial en permettant aux titulaires de mandat de s'occuper non seulement de violations de portée générale mais également d'affaires individuelles. Il était donc extrêmement important de la faire mieux connaître, en particulier au niveau local.

69. Jugeant très préoccupant le fait que des États continuaient de ne pas répondre dûment aux communications, les représentants ont recommandé instamment que des données soient publiées pour montrer le respect par les États de la procédure de présentation de communications. Les participants ont affirmé qu'il fallait créer une base de données qui rendrait toutes les communications accessibles au public. Ils ont en outre demandé que le rapport sur les communications des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales soit rendu plus facilement accessible grâce à l'amélioration des pages Web du HCDH, qui devraient notamment être traduites dans toutes les langues officielles de l'ONU et organisées par État.

70. Les titulaires de mandat ont remercié toutes les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme d'avoir contribué à diffuser leurs travaux et les ont vivement encouragées à continuer de faire mieux connaître les procédures spéciales. Ils les ont également invitées à formuler des critiques constructives sur leurs travaux pour les aider à progresser. S'agissant de la procédure de présentation de communications, ils se sont dits favorables à la publication de données sur l'accueil réservé par les États aux communications. Reconnaisant que certaines questions figurant dans les communications étaient trop générales, les titulaires de mandat ont indiqué qu'ils s'efforçaient de formuler des questions plus précises, de façon à favoriser des réponses plus concrètes.

Annexes<sup>a</sup>

## Annex I

## 2015 factsheet on special procedures

## Mandates and mandate holders

- 55** mandates – **41** thematic and **14** country mandates
- 2** new mandates established: Expert on the enjoyment of human rights of persons with albinism and Special Rapporteur on the right to privacy.
- 78** active mandate holders
- 8** mandate holders finished their term in office and
- 11** new mandate holders were appointed
- 37%** of mandate holders are female
- 63%** of mandate holders are male

## Communications

- 532** communications sent to **123** States and **13** non-State actors
- 64%** of United Nations Member States received one or more communications from special procedures
- 846** individual cases covered, of which **152** women
- 318** replies received, of which **222** to communications sent in 2015
- 137** communications followed-up by mandate holders
- 3** communications reports submitted, one to each Human Rights Council session

## Country visits

- 76** country visits to **53** States and territories
- 115** standing invitations extended by Member States and **1** by a non-Member Observer State
- 6** standing invitations issued in 2015
- 167** United Nations Member States have been visited at least once
- 26** Member States not yet visited

## Forums, consultations and expert meetings

- 2** forums organized – 4<sup>th</sup> annual forum on Business and Human Rights and 8<sup>th</sup> annual forum on Minority Issues.
- 17** experts meetings and consultations organized by mandate holders, including in cooperation with other parts of the United Nations system as well as with regional mechanisms.

## Thematic and country visit reports

- 134** reports submitted to the Human Rights Council, of which **53** country visit reports
- 38** reports submitted to the General Assembly

## Media outreach and public awareness

- 450** media products released – **323** press releases, **53** media statements and **75** media advisories.
- 8** press releases and public statements issued by the Coordination Committee of Special Procedures.

## Engagement with other parts of the UN system and regional mechanisms

*Special procedures mandate holders engaged and/or undertook joint activities with the Special Envoy of the Secretary-General on Disability and Accessibility, Special Adviser of the Secretary-General on the Prevention of Genocide, Special Adviser of the Secretary-General on the Responsibility to Protect, Inter-Agency Standing Committee, United Nations Country Teams, OHCHR, Treaty Bodies, OCHA, UNHCR, UNWRA, WFP, UN Women, UNDP, UNEP, UNAMID, UNHABITAT, UNICEF, WHO, ILO, IOM, UNCTAD, United Nations Peace Building Support Office, the United Nations Department of Political Affairs, United Nations Office for Disarmament Affairs and several of the regional mechanisms.*

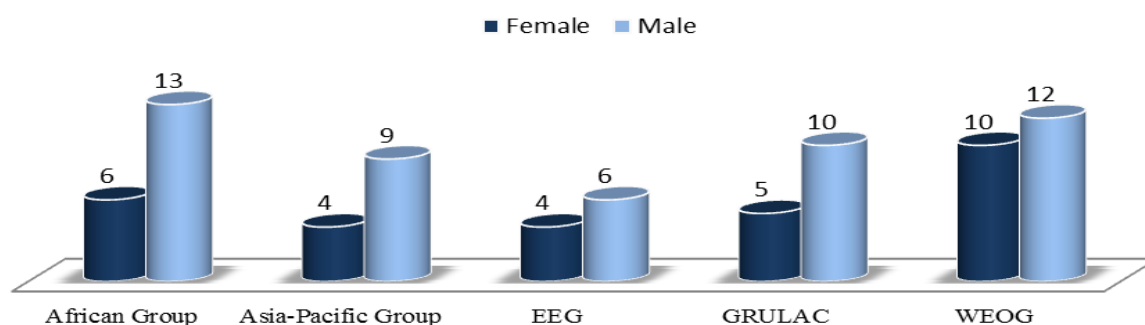
<sup>a</sup> For statistical purposes the annexes make use of the United Nations Regional Groups of Member States incorporating Israel, Turkey and the United States of America under WEOG and Kiribati under the Asia-Pacific Group, for an overview of the regional division please see <http://www.un.org/Depts/DGACM/RegionalGroups.shtml>.

## Annex II

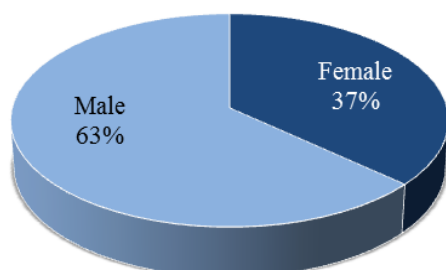
### Statistics on current mandate holders (as of 31 December 2015)<sup>b</sup>

United Nations Regional Groups of Member States	Male	Female	Total	Geographic distribution
African Group	13	6	19	24%
Asian-Pacific Group	9	4	13	16%
Eastern European Group (EEG)	6	4	10	13%
Latin American and Caribbean Group (GRULAC)	10	5	15	19%
Western European and Others Group (WEOG)	12	10	22	28%
<b>Total</b>	<b>50</b>	<b>29</b>	<b>79</b>	<b>100%</b>
<b>Gender balance</b>	<b>63%</b>	<b>37%</b>	<b>100%</b>	

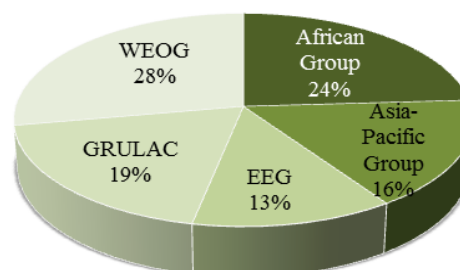
### Regional distribution of mandate holders, including gender composition



### Gender balance of mandate holders



### Regional distribution of mandate holders



<sup>b</sup> The above doesn't take into consideration the resignation by male member of the WG on business and human rights from the Asian States on 15 December 2015, as his replacement has not yet been appointed.

## Annex III

### Overview of standing invitations

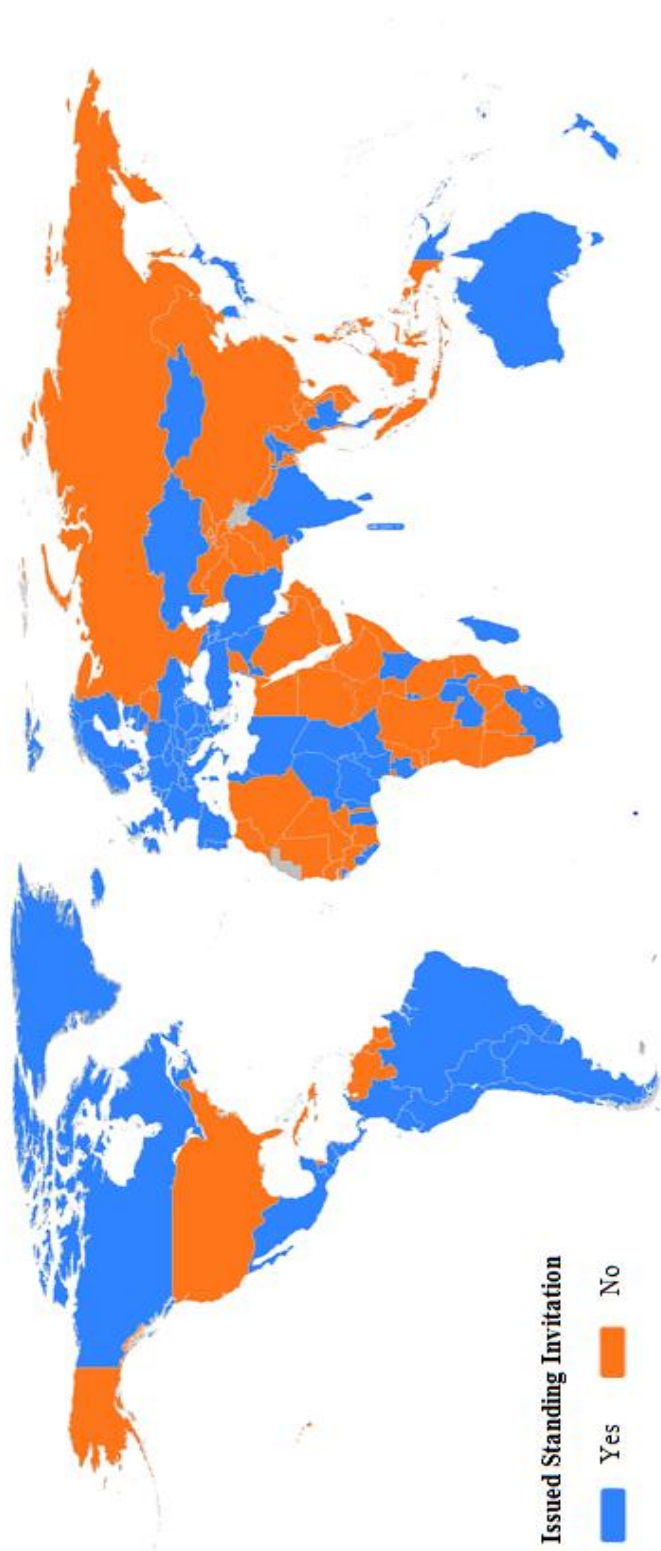
A standing invitation is an open invitation extended by a Government to all thematic special procedures. By extending a standing invitation States announce that they will always accept requests for visits from all special procedures. As at 31 December 2015, out of the 193 United Nations Member States, the following 115 Member States (60%) as well as one non-Member Observer State had extended a standing invitation to the thematic special procedures.

Countries	Date	Countries	Date
Albania	2 December 2009	Libya	15 March 2012
Andorra	3 November 2010	Liechtenstein	21 January 2003
Argentina	3 December 2002	Lithuania	March 2001
Armenia	1 May 2006	Luxembourg	March 2001
Australia	7 August 2008	Madagascar	26 August 2011
Austria	March 2001	Malawi	<b>7 September 2015</b>
Azerbaijan	15 April 2013	Maldives	2 May 2006
Bahamas	6 June 2013	Malta	March 2001
Belgium	March 2001	Marshall Islands	4 March 2011
Benin	31 October 2012	Mexico	March 2001
Bolivia	10 February 2010	Monaco	22 October 2008
Bosnia and Herzegovina	7 May 2010	Mongolia	9 April 2004
Brazil	10 December 2001	Montenegro	11 October 2005
Bulgaria	March 2001	Nauru	30 May 2011
Burundi	6 June 2013	Netherlands	March 2001
Cameroon	15 September 2014	New Zealand	3 February 2004
Canada	April 1999	Nicaragua	26 April 2006
Cape Verde	26 April 2013	Niger	21 August 2012
Central African Republic	3 September 2013	Nigeria	25 October 2013
Chad	1 June 2012	Norway	26 March 1999
Chile	12 May 2009	Occupied Palestinian Territory (non-Member Observer State)	30 July 2014
Colombia	17 March 2003	Palau	3 May 2011
Costa Rica	2002	Panama	14 March 2011
Croatia	13 March 2003	Papua New Guinea	11 May 2011
Cyprus	March 2001	Paraguay	28 March 2003
Czech Republic	September 2000	Peru	3 April 2002
Denmark	March 2001	Poland	March 2001
Dominica	9 December 2009	Portugal	March 2001
Ecuador	9 January 2003	Qatar	1 June 2010

Countries	Date	Countries	Date
El Salvador	9 February 2010	Republic of Korea	3 March 2008
Estonia	March 2001	Republic of Moldova	2 June 2010
Fiji	<b>17 March 2015</b>	Romania	March 2001
Finland	March 2001	Rwanda	27 June 2011
France	March 2001	Samoa	14 February 2011
Gabon	29 October 2012	San Marino	3 April 2003
Georgia	30 March 2010	Sao Tome and Principe	2 February 2011
Germany	March 2001	Serbia	11 October 2005
Ghana	21 April 2006	Seychelles	5 November 2012
Greece	March 2001	Sierra Leone	7 April 2003
Guatemala	April 2001	Slovakia	March 2001
Guinea-Bissau	7 May 2010	Slovenia	March 2001
Honduras	12 May 2010	Solomon Islands	6 May 2011
Hungary	March 2001	South Africa	17 July 2003
Iceland	September 2000	Spain	March 2001
India	14 September 2011	Sri Lanka	<b>17 December 2015</b>
Iran (Islamic Republic of)	24 July 2002	Sweden	March 2001
Iraq	16 February 2010	Switzerland	1 April 2002
Ireland	March 2001	Thailand	4 November 2011
Italy	March 2001	The former Yugoslav Republic of Macedonia	13 October 2004
Japan	1 March 2011	Tonga	25 January 2013
Jordan	20 April 2006	Tunisia	28 February 2011
Kazakhstan	28 July 2009	Turkey	March 2001
Kenya	<b>22 January 2015</b>	Tuvalu	26 April 2013
Kuwait	13 September 2010	Ukraine	23 June 2006
Latvia	March 2001	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	March 2001
Lebanon	17 March 2011	Uruguay	18 March 2005
Lesotho	<b>21 January 2015</b>	Vanuatu	12 May 2009
Liberia	<b>25 September 2015</b>	Zambia	16 July 2008



**Standing Invitations for Country Visits to the Special Procedures of the Human Rights Council  
(as at 31 December 2015)**



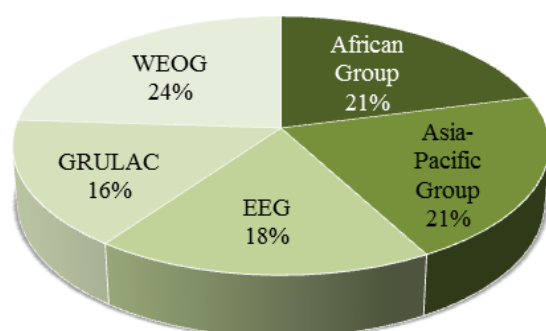
Definition and meta-data: <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/HRIndicators/MetadataStandingInvitations.pdf>  
 Source: Office of the High Commissioner for Human Rights, List of Standing Invitations to Special Procedures, December 2015  
 For other relevant information on the activities of the Special Procedures, see the Annual Facts and Figures, <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/SP/Pages/Publications.aspx#annual>

Note: The boundaries and the names shown and the designations used on these maps do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations. Dotted line represents approximately the Line of Control in Jammu and Kashmir agreed upon by India and Pakistan. The final status of Jammu and Kashmir has not yet been agreed upon by the parties.

## Statistics on standing invitations

United Nations Regional Groups of Member States	Number of standing invitations extended by States within their regional group	Percentage of standing invitations extended within regional groups	Percentage of standing invitations extended by regional groups
African Group	24 out of 54 States	44 %	21 %
Asia-Pacific Group	24 out of 53 States	45 %	21 %
EEG	21 out of 23 States	91 %	18 %
GRULAC	18 out of 33 States	55 %	16 %
WEOG	28 out of 30 States	93%	24 %
<b>Total</b>	<b>115 out of 193 United Nations Member States</b>		<b>100%</b>

### Regional division of standing invitations extended to the thematic special procedures



### Standing invitations extended in 2015

Fiji	17 March
Kenya	22 January
Lesotho	21 January
Liberia	25 September
Malawi	7 September
Sri Lanka	17 December

NB. The State of Palestine, accorded non-Member Observer status on 29 November 2012 by General Assembly resolution 67/19, extended a standing invitation to the special procedures on 4 July 2014.

## Annex IV

### Overview of country visits conducted in 2015

#### Country visits conducted in 2015 (by country)

States visited	Mandate	Dates
<b>Algeria</b>	Special Rapporteur on the right to education	27 January to 3 February
<b>Armenia</b>	Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography	12 to 18 May
<b>Austria</b>	Independent Expert on the enjoyment of all human rights by older persons	22 to 30 January
<b>Bangladesh</b>	Special Rapporteur on freedom of religion or belief	31 August to 9 September
<b>Belgium</b>	Special Rapporteur on contemporary forms of slavery, including its causes and its consequences	19 to 26 February
	Special Rapporteur on the human rights situation in Eritrea	9 to 11 March
	Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination	12 to 16 October
<b>Botswana</b>	Special Rapporteur on the human right to safe drinking water and sanitation	9 to 17 November
<b>Brazil</b>	Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	3 to 14 August
	Special Rapporteur on minority issues	14 to 24 September
	Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises	7 to 16 December
<b>Cabo Verde</b>	Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context	19 to 26 January
<b>Cambodia</b>	Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia	17 to 25 January
	Special Rapporteur on the situation of human rights in Cambodia	16 to 24 September
<b>Central African Republic</b>	Independent Expert on the situation of human rights in Central African Republic	3 to 14 February
	Independent Expert on the situation of human rights in Central African Republic	14 to 23 June
<b>Chile</b>	Special Rapporteur on extreme poverty and human rights	16 to 24 March
	Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association	21 to 30 September



States visited	Mandate	Dates
<b>China</b>	Independent Expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights	29 June to 6 July
<b>Côte d'Ivoire</b>	Independent Expert on capacity-building and technical cooperation with Côte d'Ivoire in the field of human rights	12 to 21 January
	Independent Expert on capacity-building and technical cooperation with Côte d'Ivoire in the field of human rights	21 to 29 May
	Independent Expert on capacity-building and technical cooperation with Côte d'Ivoire in the field of human rights	2 to 12 November
<b>Fiji</b>	Special Rapporteur on the right to education	4 to 15 December
<b>Finland</b>	Special Rapporteur on the human rights situation in Eritrea	2 to 5 October
<b>Georgia</b>	Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	12 to 19 March
<b>Germany</b>	Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous substances and wastes	30 November to 7 December
<b>Greece</b>	Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance	4 to 7 May
	Independent Expert on the effects of foreign debt and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights	30 November to 7 December
<b>Guinea-Bissau</b>	Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers	10 to 16 October
<b>Haiti</b>	Independent Expert on the situation of human rights in Haiti	23 February to 3 March
	Independent Expert on the situation of human rights in Haiti	6 to 15 September
<b>Honduras</b>	Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples	2 to 10 November
	Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons	23 to 27 November
<b>Iraq</b>	Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons	8 to 15 May
<b>Italy</b>	Working Group of Experts on People of African Descent	1 to 5 June
<b>Japan</b>	Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea	19 to 23 January
	Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography	19 to 26 October
<b>Kazakhstan</b>	Special Rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association	19 to 27 January
	Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous	26 March to 8 April

States visited	Mandate	Dates
	substances and wastes	
<b>Lebanon</b>	Special Rapporteur on freedom of religion or belief	23 March to 2 April
<b>Malaysia</b>	Special Rapporteur on trafficking in persons, especially women and children	23 to 28 February
<b>Mali</b>	Independent Expert on the situation of human rights in Mali	1 to 10 March
	Independent Expert on the situation of human rights in Mali	10 to 19 October
<b>Malta</b>	Working Group on Arbitrary Detention	23 to 25 June
<b>Mauritius</b>	Independent Expert on the enjoyment of all human rights by older persons	14 to 24 April
<b>Morocco</b>	Special Rapporteur on the right to food	5 to 12 October
<b>Myanmar</b>	Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar	7 to 16 January
	Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar	3 to 7 August
<b>Netherlands</b>	Special Rapporteur on the human rights situation in Eritrea	28 September to 1 October
<b>Paraguay</b>	Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health	23 September to 6 October
	Special Rapporteur on the rights of persons with disabilities	19 to 27 November
<b>Peru</b>	Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances	1 to 10 June
<b>Philippines</b>	Special Rapporteur on the right to food	20 to 27 February
	Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons	21 to 30 July
<b>Portugal</b>	Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers	27 January to 3 February
<b>Republic of Korea</b>	Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea	6 to 10 September
	Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous substances and wastes	12 to 23 October
	Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea	23 to 27 November
<b>Republic of Moldova</b>	Special Rapporteur on the rights of persons with disabilities	10 to 17 September
<b>Romania</b>	Special Rapporteur on extreme poverty and human rights	2 to 11 November
<b>Senegal</b>	Working Group on discrimination against women in law and in practice	7 to 17 April
<b>Serbia and Kosovo*</b>	Special Rapporteur on adequate housing as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context	18 to 27 May

States visited	Mandate	Dates
<b>Somalia</b>	Independent Expert on the situation of human rights in Somalia	22 to 29 May
<b>South Africa</b>	Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences	4 to 11 December
<b>Sri Lanka</b>	Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances	9 to 18 November
<b>Sudan</b>	Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences	13 to 24 May
	Independent Expert on the situation of human rights in the Sudan	13 to 23 May
	Special Rapporteur on the negative impact of the unilateral coercive measures on the enjoyment of human rights	23 to 30 November
<b>Sweden<sup>c</sup></b>	Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples	25 to 27 August
<b>Syrian Arab Republic</b>	Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons	16 to 19 May
<b>Tajikistan</b>	Special Rapporteur on the human right to safe drinking water and sanitation	4 to 12 August
<b>Tunisia</b>	Working Group on the use of mercenaries as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination	1 to 8 July
<b>Ukraine</b>	Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions	9 to 18 September
<b>United Kingdom</b>	Special Rapporteur on the promotion of truth, justice, reparation and guarantees of non-recurrence	9 to 18 November
	Special Rapporteur on the human rights situation in Eritrea	6 to 10 October
<b>United States of America</b>	Working Group on the issue of discrimination against women in law and in practice	30 November to 11 December

\* Any reference to Kosovo, whether to the territory, institutions or population, is to be understood in full compliance with the United Nations Security Council resolution 1244 (1999) and without prejudice to the status of Kosovo.

<sup>c</sup> The Special Rapporteur participated in a three-day conference organized by the Sami Parliamentary Council on issues related to Sami indigenous peoples of Norway, Finland and Sweden and hosted in Hemavan, Sweden, which is considered an official visit to the traditional region of the Sami people.

## Country visits conducted in 2015 (by mandate)

### Thematic mandates

Mandate	State(s) visited	Dates	Report
Working Group of Experts on People of <b>African descent</b>	Italy	1 to 5 June	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Working Group on <b>Arbitrary Detention</b>	Malta	23 to 25 June	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Working Group on the issue of <b>discrimination against women</b> in law and in practice	Senegal	7 to 17 April	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
	United States of America	30 November to 11 December	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on the rights of <b>persons with disabilities</b>	Republic of Moldova	10 to 17 September	A/HRC/31/62/Add.2
	Paraguay	19 to 27 November	34 <sup>th</sup> HRC session (March 2017)
Working Group on <b>enforced or involuntary disappearances</b>	Peru	1 to 10 June	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
	Sri Lanka	9 to 18 November	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Special Rapporteur on the right to <b>education</b>	Algeria	27 January to 3 February	A/HRC/29/30/Add.2
	Fiji	4 to 15 December	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights	Chile	16 to 24 March	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
	Romania	2 to 11 November	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on the right to <b>food</b>	Philippines	20 to 27 February	A/HRC/31/51/Add.1
	Morocco	5 to 12 October	A/HRC/31/51/Add.2
Special Rapporteur on the rights to <b>freedom of peaceful assembly and of association</b>	Kazakhstan	19 to 27 January	A/HRC/29/25/Add.2
	Chile	21 to 30 September	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on <b>freedom of religion or belief</b>	Lebanon	23 March to 2 April	A/HRC/31/18/Add.1
	Bangladesh	31 August to 9 September	A/HRC/31/18/Add.2
Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental <b>health</b>	Paraguay	23 September to 6 October	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)

Mandate	State(s) visited	Dates	Report
Special Rapporteur on adequate <b>housing</b> as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context	Cabo Verde	19 to 26 January	A/HRC/31/54/Add.1
	Serbia and Kosovo*	18 to 26 May	A/HRC/31/54/Add.2
Special Rapporteur on the <b>independence of judges and lawyers</b>	Portugal	27 January to 3 February	A/HRC/29/26/Add.4
	Guinea-Bissau	10 to 16 October	32 <sup>st</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on the rights of <b>indigenous peoples</b>	Honduras	2 to 10 November	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
	Sweden <sup>d</sup>	25 to 27 August	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Special Rapporteur on the human rights of <b>internally displaced persons</b>	Iraq	8 to 15 May	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
	Syrian Arab Rep.	16 to 19 May	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
	Philippines	21 to 30 July	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
	Honduras	23 to 27 November	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Working Group on the use of <b>mercenaries</b> as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination	Tunisia	1 to 8 July	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
	Belgium	12 to 16 October	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Special Rapporteur on <b>minority issues</b>	Brazil	14 to 24 September	A/HRC/31/56/Add.
Independent Expert on the enjoyment of all human rights by <b>older persons</b>	Austria	22 to 30 January	A/HRC/30/43/Add.2
	Mauritius	14 to 24 April	A/HRC/30/43/Add.3
Special Rapporteur on contemporary forms of <b>racism</b> , racial discrimination, xenophobia and related intolerance	Greece	4 to 7 May	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on the <b>sale of children</b> , child prostitution and child pornography	Armenia	12 to 18 May	A/HRC/31/58/Add.2
	Japan	19 to 26 October	A/HRC/31/58/Add.1
Special Rapporteur on contemporary forms of <b>slavery</b> , including its causes and its consequences	Belgium	19 to 26 February	A/HRC/30/35/Add.2

<sup>d</sup> Ibid.

Mandate	State(s) visited	Dates	Report
Special Rapporteur on <b>extrajudicial, summary or arbitrary executions</b>	Ukraine	9 to 18 September	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	Georgia	12 to 19 March	A/HRC/31/57/Add.3
	Brazil	3 to 14 August	A/HRC/31/57/Add.4
Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of <b>hazardous substances and wastes</b>	Kazakhstan	26 March to 8 April	A/HRC/30/40/Add.1
	Republic of Korea	12 to 23 October	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
	Germany	30 November to 7 December	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Special Rapporteur on <b>trafficking in persons</b> , especially women and children	Malaysia	23 to 28 February	A/HRC/29/38/Add.1
Working Group on the issue of human rights and <b>transnational corporations and other business enterprises</b>	Brazil	7 to 16 December	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth</b> , justice, reparation and guarantees of non-recurrence	United Kingdom	9 to 18 November	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Special Rapporteur on the negative impact of the <b>unilateral coercive measures</b> on the enjoyment of human rights	Sudan	23 to 30 November	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Special Rapporteur on <b>violence against women</b> , its causes and consequences	Sudan	13 to 24 May	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
	South Africa	4 to 11 December	32 <sup>nd</sup> HRC session (June 2016)
Independent Expert on the effects of <b>foreign debt</b> and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights	China	29 June to 6 July	A/HRC/31/60/Add.1
	Greece	30 November to 7 December	A/HRC/31/60/Add.2
Special Rapporteur on the human right to safe drinking <b>water and sanitation</b>	Tajikistan	4 to 12 August	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
	Botswana	9 to 17 November	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)

\*Any reference to Kosovo, whether to the territory, institutions or population, is to be understood in full compliance with the United Nations Security Council resolution 1244 (1999) and without prejudice to the status of Kosovo.

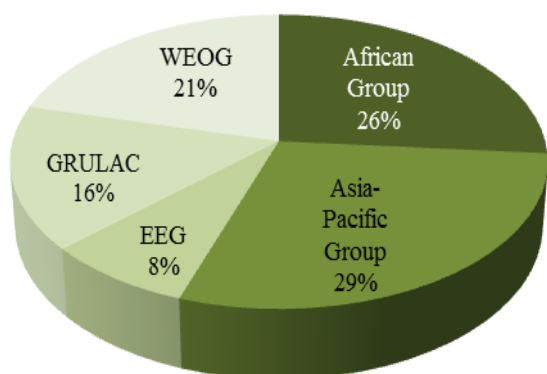
## Country-specific mandates

Mandate	State(s) visited	Dates	Report
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Cambodia</b>	Cambodia	17 to 25 January	A/HRC/30/58
	Cambodia	16 to 24 September.	33 <sup>rd</sup> HRC session (September 2016)
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Central African Republic</b>	Central African Republic	3 to 14 February	A/HRC/30/59
	Central African Republic	14 to 23 June	A/HRC/30/59
Independent Expert on capacity-building and technical cooperation with <b>Côte d'Ivoire</b> in the field of human rights	Côte d'Ivoire	12 to 21 January	A/HRC/28/84
	Côte d'Ivoire	21 to 29 May	A/HRC/29/49
	Côte d'Ivoire	2 to 12 November	A/HRC/31/78
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Democratic People's Republic of Korea</b>	Japan	19 to 23 January	A/HRC/28/71
	Republic of Korea	6 to 10 September	A/HRC/31/70
	Republic of Korea	23 to 27 November	A/HRC/31/70
Special Rapporteur on the human rights situation in <b>Eritrea</b>	Belgium	9 to 11 March	A/HRC/29/41
	Finland	2 to 5 October	Oral report on the visits to Finland, Netherlands and United Kingdom to be presented at HRC 32 <sup>st</sup> session (June 2016)
	Netherlands	28 September to 1 October	
	United Kingdom	6 to 10 October	
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Haiti</b>	Haiti	23 February to 3 March	
	Haiti	6 to 15 September	A/HRC/31/77
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Mali</b>	Mali	1 to 10 March	A/HRC/31/76
	Mali	10 to 19 October	A/HRC/31/76
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Myanmar</b>	Myanmar	7 to 16 January	A/HRC/28/72
	Myanmar	3 to 7 August	A/HRC/31/71
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Somalia</b>	Somalia	22 to 29 May	A/HRC/30/57
Independent Expert on the situation of human rights in the <b>Sudan</b>	Sudan	13 to 23 May	A/HRC/30/60

**Statistics on country visits conducted in 2015**

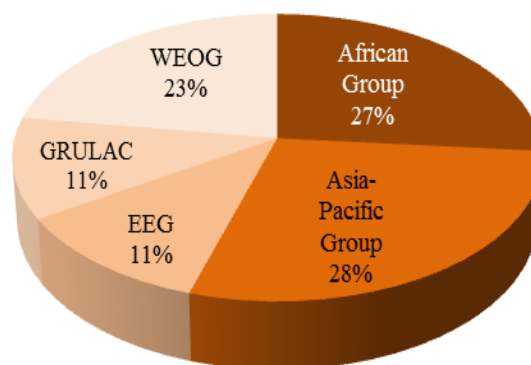
United Nations Regional Groups of Member States	Number of country visits conducted*	Number of countries visited**
African Group	20	14
Asia-Pacific Group	22	15
EEG	6	6
GRULAC	12	6
WEOG	16	12
<b>Total</b>	<b>76</b>	<b>53</b>

**Country visits conducted per region in 2015**



\* Distribution of visits by region out of the total number of visits

**Countries visited per region in 2015**



\*\* Distribution of countries visited by region

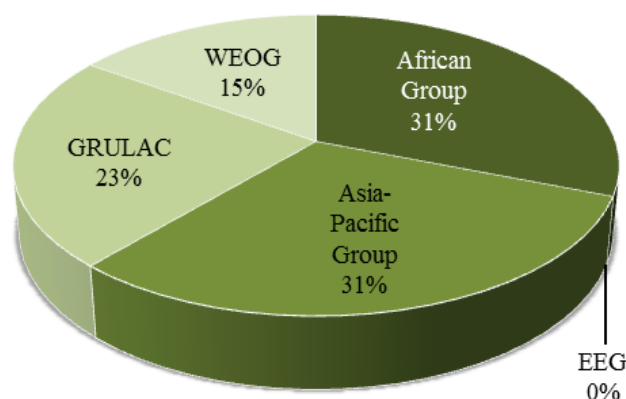


## Annex V

### Overview of States not yet visited by any mandate holder

As at 31 December 2015, out of the 193 United Nations Member States, 167 States (87%) have been visited by at least one special procedures mandate holder. A total of 26 States (13%) have either never received (7%) or not yet accepted (6%) any request for a visit by one or more of the special procedures mandate holders.

#### Regional division of United Nations Member States not yet visited by any mandate holder (of the 26 total)



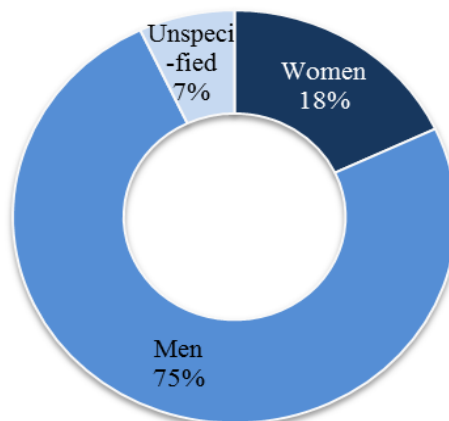
States never visited, no request sent (14 in total)	States never visited, request sent (12 in total)
Andorra	Barbados
Antigua and Barbuda	Democratic People's Republic of Korea
Brunei Darussalam	Djibouti
Dominica	Eritrea
Grenada	Guinea
Micronesia	Lesotho
Monaco	Libya
Palau	Luxembourg
Saint Kitts and Nevis	Nauru
Saint Lucia	Swaziland
Samoa	Vanuatu
San Marino	Zimbabwe
Sao Tome e Principe	
Tonga	

## Annex VI

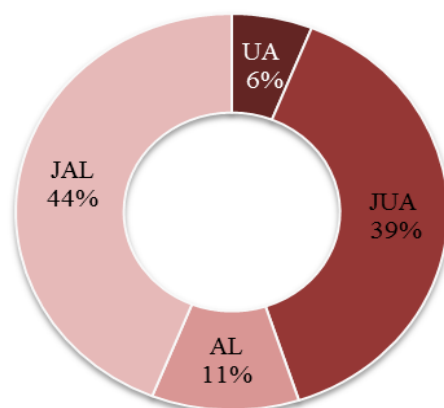
### Statistics on communications sent in 2015

2015 Basic Figures <sup>e</sup>	
3	Communications report submitted to the Human Rights Council <sup>f</sup>
13	Communications sent to Non-State actors
78	Communications related to legislation
123	Countries received at least one communication
137	Communications followed up by mandate holders
222	Replies received to communications sent in 2015
318	Replies received in 2015
442	Joint communications by two or more mandate holders
532	Communications sent
846	Individuals covered, of which 152 communications expressly relate to women.

**Gender of individuals concerned**



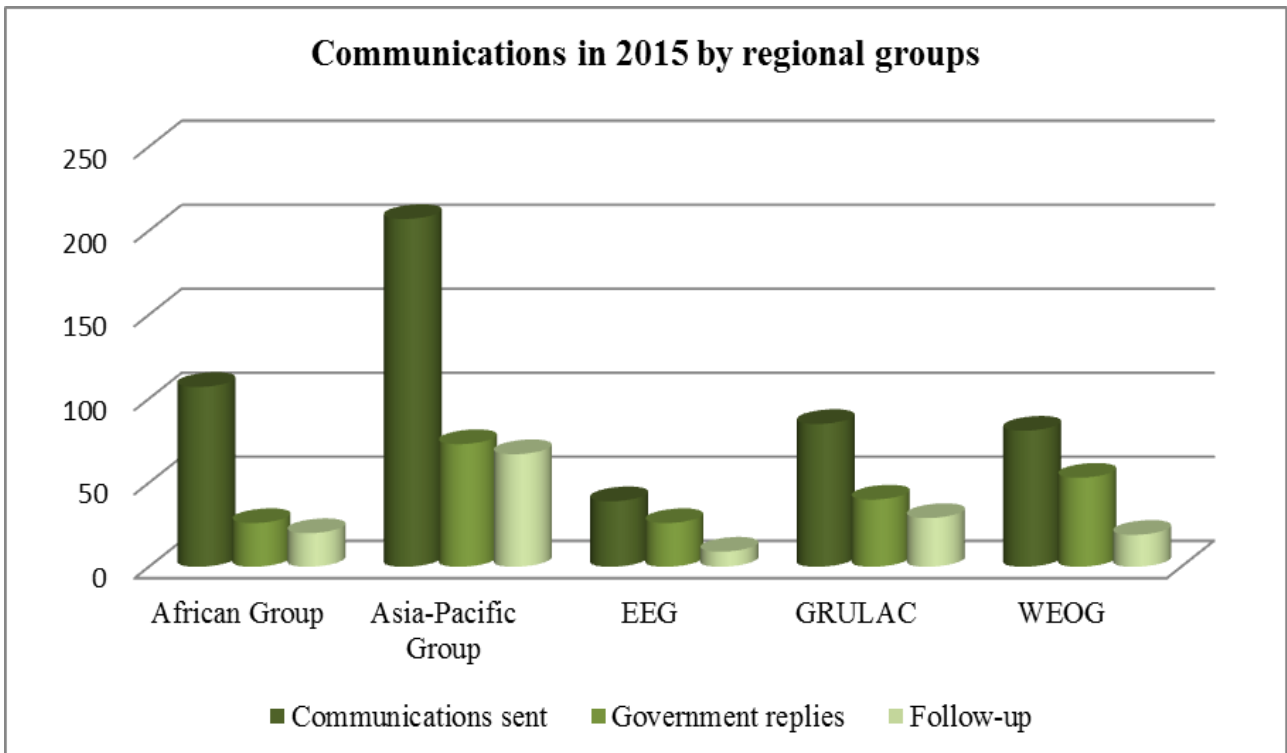
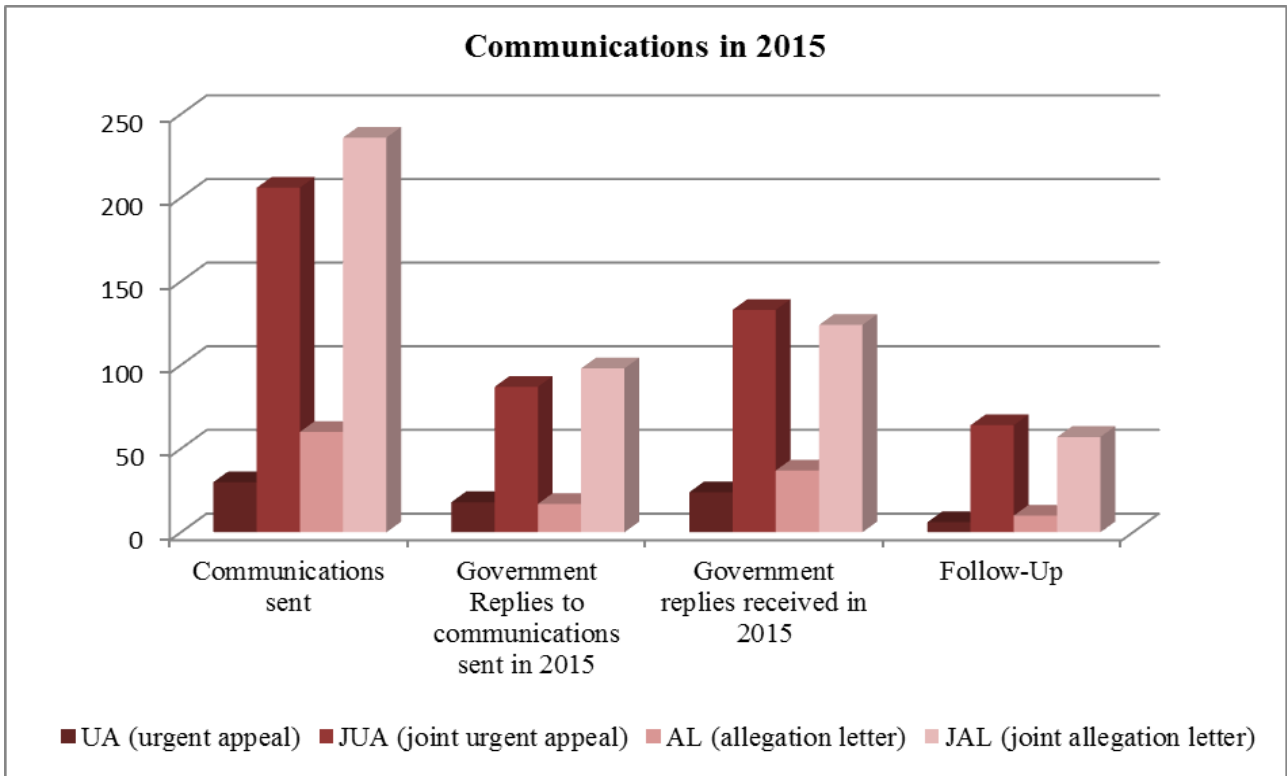
**Communications sent by mandate holders by type**



- UA = Urgent Appeal
- JUA = Joint Urgent Appeal
- AL = Allegation Letter
- JAL = Joint Allegation Letter

<sup>e</sup> These statistics do not include data from the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances.

<sup>f</sup> See A/HRC/28/85, A/HRC/29/50 and A/HRC/30/27.



## Annex VII

### Overview of themes addressed in special procedures reports in 2015

Thematic mandates	
Mandate	Title and/or theme of the report (document symbol)
Working Group of Experts on People of <b>African Descent</b>	Report of its fifteenth and sixteenth sessions focusing mainly on the theme of “Development and people of African descent” (A/HRC/30/56). Report of the Working Group of Experts on People of African Descent (A/70/309).
Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with <b>albinism</b>	<i>The mandate of the Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with albinism was established by the Human Rights Council at its twenty-eighth session. The mandate holder will submit their first report to the thirty-first Human Rights Council session (A/HRC/31/63) and to the seventy-first General Assembly.</i>
Working Group on <b>Arbitrary Detention</b>	Drug policies and arbitrary detention and remedies for arbitrary detention. (A/HRC/30/36). United Nations Basic Principles and Guidelines on remedies and procedures on the right of anyone deprived of their liberty to bring proceedings before a court - Report of the Working Group on Arbitrary Detention (A/HRC/30/37)
Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other <b>business</b> enterprises	How the Guiding Principles on Business and Human Rights need to be further embedded throughout United Nations programmes and processes in order to improve policy coherence for inclusive and sustainable development (A/HRC/29/28). Measuring the implementation of the Guiding Principles on Business and Human Rights (A/70/216).
Special Rapporteur in the field of <b>cultural rights</b>	Copyright policy and the right to science and culture (A/HRC/28/57) Patent policy and the right to science and culture (A/70/279)
Special Rapporteur on the rights of persons with <b>disabilities</b>	Vision of the mandate, working methods and a work plan for the first three years of the mandate (A/HRC/28/58) The right of persons with disabilities to social protection (A/70/297)
Working Group on Enforced or Involuntary <b>Disappearances</b>	Activities of and communications and cases examined by the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances covering the period 17 May 2014 to 15 May 2015, including country-specific observations (A/HRC/30/38). Study on enforced or involuntary disappearances and economic, social and cultural rights (A/HRC/30/38/Add.5).
Special Rapporteur on the right to <b>education</b>	Protecting the right to education against commercialization (A/HRC/29/30). Public Private Partnerships and the right to education (A/70/342).
Special Rapporteur on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable <b>environment</b>	Compilation of good practices in the use of human rights obligations relating to the environment (A/HRC/28/61).
Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary <b>executions</b>	Use of information and communications technologies to secure the right to life (A/HRC/29/37). Role of forensics investigations in protecting the right to life / The application of the death penalty to foreign nationals (A/70/304)

Special Rapporteur on the right to <b>food</b>	Access to justice and the right to food: the way forward (A/HRC/28/65). Climate change and the right to food (A/70/287).
Independent Expert on the effects of <b>foreign debt</b> and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights	Report on financial complicity: lending to States engaged in gross human rights violations (A/HRC/28/59) Illicit financial flows, human rights and the post-2015 development agenda (A/HRC/28/60 and A/HRC/28/60/Corr.1) Activities during 2014/2015 and sovereign debt restructuring (A/70/275).
Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to <b>freedom of opinion and expression</b>	The use of encryption and anonymity to exercise the rights to freedom of opinion and expression in the digital age (A/HRC/29/32). Protection of sources and whistle-blowers (A/70/361).
Special Rapporteur on the rights to <b>freedom of peaceful assembly and of association</b>	The rights to freedom of peaceful assembly and of association in the context of natural resource exploitation projects (A/HRC/29/25). Comparative study of enabling environments for businesses and associations (A/70/266).
Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental <b>health</b>	Work of the mandate, focusing on the right to health framework and the development of the contours and content of the right to health, and priorities of the Special Rapporteur (A/HRC/29/33). Right to health in early childhood - right to survival and development (A/70/213).
Special Rapporteur on adequate <b>housing</b> as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context	Responsibilities of local and other subnational governments in relation to the right to adequate housing (A/HRC/28/62). Centrality of the right to adequate housing for the development and implementation of the New Urban Agenda to be adopted at Habitat III in October 2016 (A/70/270).
Special Rapporteur on the situation of <b>human rights defenders</b>	Outline of strategic workplan (A/HRC/28/63). Global trends in risks and threats facing human rights defenders (A/70/217).
Special Rapporteur on the <b>independence of judges and lawyers</b>	Protection of children's rights in the justice system (A/HRC/29/26). Review and assessment of the main issues addressed over six years of mandate (A/70/263).
Special Rapporteur on the rights of <b>indigenous</b> peoples	Study on the situation of indigenous women globally (A/HRC/30/41). The impact of international investment and free trade on the human rights of indigenous peoples (A/70/301).
Special Rapporteur on the human rights of <b>internally displaced persons</b>	Human rights of internally displaced persons in the context of the Post-2015 development agenda (A/HRC/29/34). Governance structures for internal displacement (A/70/334).
Independent Expert on the promotion of a democratic and equitable <b>international order</b>	The adverse impacts of free trade and investment agreements on a democratic and equitable international order (A/HRC/30/44). The impact of investor-State-dispute-settlement on a democratic and equitable international order (A/70/285).
Independent Expert on human rights and <b>international solidarity</b>	Conceptualization in human rights terms of international solidarity in the context of the proposed draft declaration (A/HRC/29/35). Preventive solidarity and international cooperation (A/70/316).

Working Group on the use of <b>mercenaries</b> as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination	National legislation on private military and security companies in Central America and the Caribbean, South America, and Europe (A/HRC/30/34). Foreign fighters (A/70/330).
Special Rapporteur on the human rights of <b>migrants</b>	Banking on mobility over a generation: follow-up to the regional study on the management of the external borders of the European Union and its impact on the human rights of migrants (A/HRC/29/36). The impact of recruitment practices on the human rights of migrants, particularly low-wage workers, during labour migration (A/70/310).
Special Rapporteur on <b>minority issues</b>	Hate speech and incitement to hatred against minorities in the media (A/HRC/28/64). Comprehensive study of the Special Rapporteur on minority issues on the human rights situation of Roma worldwide, with a particular focus on the phenomenon of anti-Gypsyism (A/HRC/29/24). Minorities in the criminal justice system (A/70/212).
Independent Expert on the enjoyment of all human rights by <b>older persons</b>	Autonomy and care of older persons (A/HRC/30/43).
Special Rapporteur on extreme <b>poverty</b> and human rights	Extreme inequality and human rights (A/HRC/29/31). The World Bank's approach to human rights (A/70/274).
Special Rapporteur on the right to <b>privacy</b>	<i>The mandate of the Special Rapporteur on the right to privacy was established by the Human Rights Council at the twenty-eighth session. The mandate holder will submit his first report to the thirty-first Human Rights Council session (A/HRC/31/64) and to the seventy-first General Assembly.</i>
Special Rapporteur on contemporary forms of <b>racism</b> , racial discrimination, xenophobia and related intolerance	Racial and ethnic profiling (A/HRC/29/46). Combating glorification of Nazism and other practices that contribute to fuelling contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance (A/HRC/29/47). Report of the Special Rapporteur on the glorification of Nazism: inadmissibility of certain practices that contribute to fuelling contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance (A/70/321). Collection and use of disaggregated data with a view to effectively combating racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance (A/70/335).
Special Rapporteur on freedom of <b>religion or belief</b>	Preventing violence committed in the name of religion (A/HRC/28/66). Rights of the child and his or her parents in the area of freedom of religion or belief (A/70/286)
Special Rapporteur on the <b>sale of children</b> , child prostitution and child pornography	Information and communication technologies and the sale and sexual exploitation of children (A/HRC/28/56). Thematic report on the establishment of comprehensive, rights-based and child-centred care, recovery and reintegration programmes (A/70/222).
Special Rapporteur on contemporary forms of <b>slavery</b> , including its causes and consequences	Eradicating contemporary forms of slavery from supply chains (A/HRC/30/35).

Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights while countering <b>terrorism</b>	Human rights challenges posed by the fight against the Islamic State in Iraq and the Levant (A/HRC/29/51). Report of the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism (A/70/371).
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	The international legal framework and standards protecting children deprived of their liberty from being subjected to torture or other ill-treatment and from experiencing developmentally harmful and torturous conditions of confinement (A/HRC/28/68). Extraterritoriality - The extraterritorial application of the prohibition of torture and other ill -treatment and attendant obligations under international law (A/70/303).
Special Rapporteur on <b>trafficking</b> in persons, especially women and children	Agenda setting of the work of the Special Rapporteur (A/HRC/29/38). Due diligence and trafficking in persons (A/70/260).
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth</b> , justice, reparation and guarantees of non-recurrence	Guarantees of non-recurrence (A/HRC/30/42). Security sector reform, including vetting of security institutions (A/70/438).
Special Rapporteur on the negative impact of <b>unilateral coercive measures</b> on the enjoyment of human rights	Views on the foundations and context of the mandate (A/HRC/30/45). Preliminary review of human rights adversely affected by unilateral coercive measures (A/70/345).
Special Rapporteur on <b>violence against women</b> , its causes and consequences	Closing the gap in international human rights law: lessons from three regional human rights systems on legal standards and practices regarding violence against women (A/HRC/29/27 and A/HRC/29/27/Add.4). Closing the gap in international human rights law: lessons from three regional human rights systems on legal standards and practices regarding violence against women (A/70/209).
Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous substances and <b>wastes</b>	Scope and content of the right to information throughout the life cycle of hazardous substances and wastes (A/HRC/30/40).
Special Rapporteur on the human right to safe drinking <b>water and sanitation</b>	Affordability of water and sanitation services (A/HRC/30/39). Different levels and types of services and the human rights to water and sanitation (A/70/203).
Working Group on the issue of <b>discrimination against women</b> in law and in practice	Eliminating discrimination against women in cultural and family life, with a focus on the family as a cultural space (A/HRC/29/40).

<b>Country mandates</b>	
<b>Mandate</b>	<b>Title and/or theme of the report (document symbol)</b>
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Belarus</b>	Outline of development in human rights in the country since the previous report (A/HRC/29/43). The situation of freedom of expression in Belarus (A/70/313)

Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Cambodia</b>	Overview of progress made over the past year within the tenure of the former Special Rapporteur (A/HRC/30/58).
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Central African Republic</b>	Overview of and major developments in the situation of human rights in the country (A/HRC/30/59).
Independent expert on capacity-building and technical cooperation with <b>Côte d'Ivoire</b> in the field of human rights	Report of the Expert's first visit to the country, from 12 to 21 January 2015 (A/HRC/29/49).
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Democratic People's Republic of Korea</b>	Development of a multitrack strategy aimed at addressing the issue of international abductions, enforced disappearances and related matters (A/HRC/28/71). Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea to the General Assembly providing an assessment of the latest developments on a number of thematic areas that were pointed out by the commission of inquiry on human rights in the Democratic People's Republic of Korea as requiring particular attention (A/70/362).
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Eritrea</b>	Overview of activities undertaken by the Special Rapporteur and an update on the situation of human rights, focusing on the issue of forced evictions and demolition of houses in different parts of Eritrea (A/HRC/29/41).
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Haiti</b>	Review of the efforts made thus far to address the five human rights areas identified in the Expert's previous report as warranting urgent action, namely: (a) illiteracy, (b) prolonged pre-trial detention, (c) elections, (d) redress for large-scale human rights violations perpetrated in the past and (e) resettlement of the people displaced by the 2010 earthquake. (A/HRC/28/82).
Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of <b>Iran</b>	Concerns and emerging developments in the State's human rights situation (A/HRC/28/70). Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of Iran (A/70/411).
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Mali</b>	Account of the Expert's third visit to Mali, from 7 to 17 October 2014 (A/HRC/28/83).
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Myanmar</b>	Outline of key areas of focus and recommendations aimed at contributing to the efforts of Myanmar towards respecting, protecting and promoting human rights and achieving democratization, national reconciliation and development (A/HRC/28/72). Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar (A/70/412).
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Palestinian territories</b> occupied since 1967	Concerns pertaining to the situation of human rights in the Occupied Palestinian Territory. Report primarily based on interviews and briefings, as well as written submissions received, in connection with the mission of the Special Rapporteur to the region in September 2014 (A/HRC/28/78). Concerns pertaining to the situation of human rights in the Occupied Palestinian Territory. Report primarily based on interviews and briefings, as well as written submissions received, in connection with the mission of the Special Rapporteur to the region in June 2015 (A/70/392).
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Somalia</b>	Review of the human rights situation in Somalia based on information obtained from consultations with various interlocutors during the two country visits (A/HRC/30/57).



---

Independent Expert on the situation of human rights in the <b>Sudan</b>	Overview of the situation of human rights situation in the Sudan and some of the human rights challenges in the country following the Expert's first visit to the country (A/HRC/30/60).
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Syrian Arab Republic</b>	<i>The mandate holder will take up his functions once the mandate of the commission of inquiry has ended.</i>

## Annex VIII

### List of joint statements issued by special procedures in 2015

Statement by Michael K. Addo, Chairperson of the Coordination Committee of Special Procedures at the Twenty-fourth Special Session of the Human Rights Council on preventing further deterioration of the human rights situation in Burundi, 17 December 2015.

“As the Covenants turn 50, it is time to turn norms into action”, Human Rights day statement, 9 December 2015.

Migrant crisis: “High time for Europe to reclaim a leading role in human rights” – UN experts, 9 October 2015.

Joint statement by UN Special Procedures on the occasion of World Environment Day, 5 June 2015.

“A central role for a civil society is the only way to guarantee inclusive post-2015 development goals”, 18 May 2015.

Statement of the Coordination Committee of Special Procedures at the Twenty-Third Special Session of the Human Rights Council on terrorist attacks and human rights abuses and violations committed by the terrorist group Boko Haram, 1 April 2015.

Statement by the Coordination Committee of Special Procedures on the repeated hate speech and incitement to violence directed against the Special Rapporteur on Myanmar, 20 March 2015.

François Crépeau, the Chairperson of the Coordination Committee, presents the annual report of special procedures to the Council, 18 March 2015.

## Annex IX

### Non-exhaustive list of follow-up activities undertaken by mandate holders in 2015

A. Follow-up on communications	
In 2015, 137 follow-up communications were sent, out of a total of 532 communications, constituting 26 % (see Annex VI). In addition, the following mandate holders issued observations on communications:	
Special Rapporteur on the situation of <b>human rights defenders</b>	- Observations on communications transmitted to Governments and replies received (A/HRC/28/63/Add.1)
Special Rapporteur on the right to <b>freedom of assembly and of association</b>	- Observations on communications transmitted to Governments and replies received (A/HRC/29/25/Add.3)
Special Rapporteur on <b>extrajudicial, summary or arbitrary executions</b>	- Observations on communications transmitted to Governments and replies received (A/HRC/29/37/Add.5)
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment of punishment	- Observations on communications transmitted to Governments and replies received (A/HRC/28/68/Add.1)
Working Group on <b>enforced or involuntary disappearances</b>	- Observations on communications included in the post-sessional documents and annual reports of the Working Group (A/HRC/30/38, A/HRC/WGEID/104/1, A/HRC/WGEID/105/1 and A/HRC/WGEID/106/1)
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Palestinian territories occupied</b> since 1967	- References to communications sent and replies received included in the SR's reports presented in 2015 to the Human Rights Council and the General Assembly (A/HRC/28/78 and A/70/392).
B. Follow-up country visits	
Four mandate holders conducted in total five follow-up visits:	
Working Group on <b>Arbitrary Detention</b>	- Follow-up visit to Malta from 23 to 25 June 2015 (report to be presented at the 33 <sup>rd</sup> HRC session in September 2016).
Independent Expert on <b>foreign debt</b> and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights	- Follow-up visit to Greece, 30 November to 8 December 2015 (report to be presented at the 31 <sup>st</sup> HRC session in March 2016).
Special Rapporteur on the human rights of <b>internally displaced persons</b>	- Follow-up working visit to Kenya, 2 to 7 September 2015; - Follow-up working visit to South Sudan, 13 to 16 September 2015.
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	- Follow-up visit to Ghana, 3 to 7 November 2015 (report to be presented at the 31 <sup>st</sup> HRC session in March 2016 (A/HRC/31/57/Add.2)).
C. Follow-up reports	
Two Working Groups and one Special Rapporteur presented reports in which they followed-up on their recommendations made to States:	
Working Group on <b>Arbitrary Detention</b>	- Report of the follow-up visit to Germany (A/HRC/30/36/Add.1) - Report of the follow-up visit to Italy (A/HRC/30/36/Add.3)

Working Group on <b>enforced or involuntary disappearances</b>	- Follow-up reports on the implementation of recommendations made following the SR's visits to Mexico and Timor-Leste (A/HRC/30/38/Add.4)
Special Rapporteur on the human rights of <b>migrants</b>	- Report of the follow-up visit to Italy (A/HRC/29/36/Add.2)
Special Rapporteur on <b>extrajudicial, summary or arbitrary executions</b>	- Follow-up report on the recommendations made in relation to the visit of the SR to Turkey (A/HRC/29/37/Add.4) - Follow-up report on the recommendations made in relation to the visit of the SR to India (A/HRC/29/37/Add.3)
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	- Follow-up report on visits to the Republic of Tajikistan and Tunisia (A/HRC/28/68/Add.2)

#### D. Follow-up public statements and press releases

One mandate holder issued two follow-up public statements:

Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights, Special Rapporteur on the human rights of <b>migrants</b> , Special Rapporteur on adequate <b>housing</b> as a component of the right to an adequate standard of living	- Press release issued on 28 January 2015, in follow-up to the announcement by the Dutch Government early January 2015 to provide funding to help municipalities that offer emergency shelters for homeless migrants, following the transmission of a communication to the Netherlands on 12 December 2014 the issue (A/HRC/29/50, case no. NLD 1/2014). - Press release issued on 16 April 2015 in follow-up to the above-mentioned press release as well as to a joint letter sent to the Committee of Ministers of the Council of Europe on 12 February 2015 concerning its issuance of a recommendation that failed to explicitly state that Member States have a responsibility to prevent homelessness of persons with an irregular migration status (A/HRC/30/27, case no. OTH 2/2015).
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth</b> , justice, reparation and guarantees of non-recurrence	- Public statement issued on 27 August 2015 on the on-going trial for genocide in Guatemala, jointly with the United Nations Special Adviser on the Prevention of Genocide, Adama Dieng, in follow-up to a communication sent on 22 December 2014 (see A/HRC/29/50, case no. GTM 8/2014). - Public statement issued on 27 March 2015 regarding the denial of extradition of Spanish nationals to Argentina accused of torture during the Franco regime in follow-up to the SR's visit to Spain carried-out in January 2014 (A/HRC/27/56/Add.1).

#### E. Follow-up consultations, workshops and other meetings

Five mandate holders took part in follow-up consultations, workshops and other meetings:

Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights	- Meetings held by the SR in March 2015 in Washington, United States of America, with representatives of the World Bank, relevant Government officials and civil society in follow-up to the SR's issuing of a public letter on the World Bank's draft environmental and social safeguards in December 2014. - Consultations held by the SR with several Governments and civil society organizations in September and October 2015 in follow-up to his report to the 70 <sup>th</sup> General Assembly to engage in discussions on the World Bank's position on human rights (A/70/274).
Independent Expert on the promotion of a democratic and equitable <b>international order</b>	- Second expert group meeting convened by the IE in follow-up to his 2015 reports to the HRC and GA (A/HRC/30/44 and A/70/285) to discuss a strategy to follow-up on the recommendations contained therein, 13 October 2015, Geneva.

Special Rapporteur on <b>minority issues</b>	- Follow-up workshop titled “The situation of Roma in the Americas”, in follow-up to the SR’s report on the human rights situation of Roma worldwide (A/HRC/29/24), 25 September 2015, Brazil, (report to be presented at the 31st HRC session in March 2016).
The Special Rapporteur on freedom of <b>religion or belief</b>	- Third Inter-Religious Round Table for Human Rights in follow-up to the SR’s visit to Cyprus in 2012 (A/HRC/22/51/Add.1), 6 October 2015, Nicosia, Cyprus (report to be included in the annual report of the mandate to be presented at the 31 <sup>st</sup> HRC session in March 2016 and at the 71 <sup>st</sup> GA session in October 2016, see also S/2016/11).
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth</b> , justice, reparation and guarantees of non-recurrence	- High-Level Policy Dialogue on “guarantees of non-recurrence - from aspiration to policy: Challenges & lessons in preventing mass violations”, organized in cooperation with the Ministry for Foreign Affairs of Sweden, held on 14 and 15 October 2015 in Stockholm, Sweden, to follow-up on and advocate for the approach presented in the SR’s report on guarantees of non-recurrence to the 30 <sup>th</sup> HRC session in September 2015 (A/HRC/30/42).

<b>F. Other follow-up activities</b>	
One Working Group and 12 Special Rapporteurs/Independent Experts undertook other additional follow-up activities:	
Working Group on <b>discrimination against women</b> in law and in practice	- Communication transmitted to China on 28 April 2015 in follow-up to the recommendations made by the Working Group in its report of its official visit to the country in December 2013 (A/HRC/26/39/Add.2 and A/HRC/29/51, case. no. CHN 3/2015).
Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights	- Communication transmitted to the Republic of Moldova on 28 May 2015 in follow-up to the recommendation made by the former SR after their visit to the country in September 2013 to ensure the adequate placement of Roma community mediators (A/HRC/30/27, case no. MDA 3/2015).
Special Rapporteur on the right to <b>freedom of opinion and expression</b>	- Communication transmitted to Montenegro on 10 December 2015 in follow-up to the SR’s conclusions and recommendations included in the report of his visit to the country in 2013 during which he received reports concerning alleged acts of intimidation and violence against journalists and media outlets (A/HRC/26/30/Add.1, case no. MNE 2/2015).
Special Rapporteur on the situation of human rights in the Islamic Republic of <b>Iran</b>	- Questionnaire sent to the Iranian authorities in follow-up to a first expert level dialogue held on 15 and 16 September 2015 by the SR on the issue of drug-trafficking, addiction and death penalty in Iran with the Permanent Representative of Iran in Geneva and an Iranian delegation consisting of members of the Judiciary, the High Council for Human Rights in Iran, the Ministry of Foreign Affairs and Chief of the Anti-Narcotics forces.
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth</b> , justice, reparation and guarantees of non-recurrence	- Update presented at the 30 <sup>th</sup> HRC session in September 2015 on the situation in Burundi in follow-up to the visit of the SR to the country in December 2014 (see A/HRC/30/42/Add.1 and A/HRC/30/CRP.1). - Oral update included in the SR’s presentation to the 30 <sup>th</sup> HRC session in September 2015 in follow-up to the SR’s visit to Tunisia carried out in November 2012 (A/HRC/24/42/Add.1). - Set of general recommendations for truth commissions and archives, annexed to the RS’s report to the 30 <sup>th</sup> HRC session in September 2015 (A/HRC/30/42, Annex) in follow-up to an expert meeting on “Archives in the Context of the Right to Know”, jointly organised with the ICRC and Swisspeace, September 2014, Geneva, following-up to the SR’s recommendations calling for the development of international standards on archiving, presented in his report on truth commissions (A/HRC/24/42, para 106).

## Annex X

Table on external funding received by mandate holders in 2015<sup>§</sup>

Thematic mandates		
Mandate (mandate holder)	Earmarked funding by donors received through OHCHR	External funding received through other sources
Working Group of Experts on People of African Descent	No	
Mr. Ahmed Reid		Information not provided
Mr. Michal Balcerzak		No
Mr. Ricardo III Sunga		Received cash support of Philippine peso 7000/ month for 10 months from home institution of University of the Philippines for two research assistants in 2015 -2016.
Ms. Mireille Fanon- Mendes-France		Received per diem of USD 700 from AFRICITE, UCLG Africa, Johannesburg, for general use by the mandate. Received per diem of USD 1000 from UNISA University of Pretoria South Africa for general use by the mandate.
Mr. Sabelo Gumede		No
Independent Expert on the enjoyment of human rights by persons with albinism (Ms. Ikponwosa Ero)	No	Received in kind support from home institution for office space and admin assistance on a continuous basis.
Working Group on Arbitrary Detention	Earmarked contribution to the Working Group of USD 112,233 from Govt. of France	
Mr. Sètondji Roland Jean-Baptiste Adjovi		Information not provided
Mr. Seong-Phil Hong		Received in kind support from home institution for office and admin space and research assistant, on a continuous basis.
Mr. Vladimir Tochilovsky		No
Ms. Leigh Toomey		No
Mr. José Guevara		No

<sup>§</sup> The Government of Switzerland made an earmarked contribution of USD 125,000 to support implementation of the HRC resolution 25/38 on “the promotion and protection of human rights in the context of peaceful protests”.

Working Group on transnational corporations and other <b>business enterprises</b>	Earmarked contribution to the Working Group of USD 67,231 from Govt. of Norway.	
Mr. Michael K. Addo		Received in kind support from home institution, University of Exeter, office and admin space and research assistant, multi-year basis. Received one time, USD 281,000 in cash, from Govt. of Netherlands for a particular event.
Mr. Pavel Sulyandziga		Information not provided
Mr. Dante Pesce		Information not provided
Ms. Margaret Jungk		Received cash support (3 months' salary devoted to mandate work) from home institution, Danish Institute for Human Rights, and also in kind for office space and 30 hours of editing work each year on a continuous basis.
Mr. Puvan Selvanathan		Information not provided
<b>Forum on business and human rights</b>	Earmarked contribution of USD 16,667 from the Govt. of Russia for the Forum	NA
Independent Expert in the field of <b>cultural rights</b> (Ms. Karima Bennoune)	No	No
Special Rapporteur on the rights of persons with <b>disabilities</b> (Ms. Catalina Devandas Aguilar)	Earmarked contribution to the mandate of USD 218,579 by the Govt. of Finland	Received in kind support from Federal Ministry for Economic Cooperation and Development/GIZ to organize an expert meeting on Social Protection and Persons with Disabilities to inform the preparation of a thematic report.  Received USD 165,000 from an anonymous donor as two year grant for use by the mandate.  Received in kind support from National University of Ireland, Galway, two research interns for 6 weeks.  Received in kind support from Open Society Foundation for a research assistant for 6 months.
Working Group on <b>enforced or involuntary disappearances</b>	Earmarked contribution to the mandate of USD 56,117 by the Govt. of France	
Mr. Bernard Duhaime		Information not provided
Ms. Houria Es Slami	Earmarked contribution to the mandate of USD 25,000 by the Govt. of Japan	Information not provided
Mr. Ariel Dulitzky		Information not provided
Mr. Henrikas Mickevicius		Information not provided

Mr. Tae-Ung Baik		Information not provided
Special Rapporteur on the right to <b>education</b> (Mr. Kishore Singh)	No	No
Independent Expert on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable <b>environment</b> (Mr. John Knox)	No	Information not provided
Special Rapporteur on <b>extrajudicial, summary or arbitrary executions</b> (Mr. Christof Heyns)	Earmarked contribution to the mandate of USD 66,845 by the Govt. of Belgium	Received both cash support of ZAR 6 million and in kind support from home institution, University of Pretoria and its Centre for Human Rights for general use by mandate holder, recruitment of research assistant, organize events and for office space and admin support on a continuous basis.
Special Rapporteur on the right to <b>food</b> (Ms. Hilal Elver)	No	No
Independent Expert on <b>foreign debt</b> and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of human rights, particularly economic, social and cultural rights (Mr. Juan Bohoslavsky)	No	No
Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to <b>freedom of opinion and expression</b> (Mr. David Kaye)	Earmarked contribution to the mandate of USD 22,124 by the Govt. of Austria for expert meeting on protection of sources	Information not provided
Special Rapporteur on the rights to <b>freedom of peaceful assembly and of association</b> (Mr. Maina Kiai)	No	Received in kind admin and office space from 'InformAction'. Received multi-year funding of NOK 1,787,667 from Govt. of Norway, which was used to hire research assistants as well as for specific events and general use by the mandate. Received multi-year cash support of USD 38,776 from World Movement for Democracy to hire research assistant, and general use by the mandate. Received multi-year cash support of US\$ 17,400 from Community of Democracies, which was used for particular events and to hire research assistant.



Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental <b>health</b> (Mr. Dainius Pūras)	No	Received multi-year funding 2015-2017, of USD 200,000, from Open Society Foundation, to organize events and recruit research assistant.
Special Rapporteur on adequate <b>housing</b> as a component of the right to an adequate standard of living, and on the right to non-discrimination in this context (Ms. Leilani Farha)	Earmarked contribution to the mandate of USD 26,511 by the Govt. of Germany	In kind admin support from NGO. Cash support of €70,000 from Govt. of Germany, which was used to hire a research assistant and organize and host an expert consultation. One-time in kind support from 'Rosa Luxemburg Foundation' who hosted an event in NYC. In kind support from University of Toronto providing student research assistant.
Special Rapporteur on the situation of <b>human rights defenders</b> (Mr. Michel Forst)	No	Information not provided
Special Rapporteur on the <b>independence of judges and lawyers</b> (Ms. Mónica Pinto)	No	No
Special Rapporteur on the situation of human rights and fundamental freedoms of <b>indigenous peoples</b> (Ms. Victoria Lucia Tauli-Corpuz)	No	Information not provided
Special Rapporteur on the human rights of <b>internally displaced persons</b> (Mr. Chaloka Beyani)	No	Information not provided
Independent expert on the promotion of a democratic and equitable <b>international order</b> (Mr. Alfred de Zayas)	No	No
Independent Expert on human rights and <b>international solidarity</b> (Ms. Virginia Dandan)	No	No
Working Group on the use of <b>mercenaries</b> as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination	Earmarked contribution from the Govt. of Russia of USD 50,000	
Mr. Anton Katz		No
Mr. Saeed Mokbil		Information not provided
Ms. Patricia Arias		No
Ms. Elzbieta Karska		Information not provided
Mr. Gabor Rona		No

Special Rapporteur on the human rights of <b>migrants</b> (Mr. François Crépeau)	Received one off cash support of USD 23,906 from Govt. of Switzerland, to hire a research assistant.	Received cash grant of USD 2,000 from home institution, Oppenheimer Chair in Public International law, for general use by the mandate holder.
Special Rapporteur on <b>minority issues</b> (Ms. Rita Izsák)	Earmarked contribution from the Govt. of Hungary of USD 21,164.  Earmarked contribution from the Govt. of Russia of USD 50,000	No
<b>Forum on Minority Issues</b>	Earmarked contribution to the Forum of USD 55,310 by the Govt. of Austria.  Earmarked contribution from the Govt. of Russia of USD 16,667	NA
Independent Expert on the enjoyment of all human rights by <b>older persons</b> (Ms. Rosa Kornfeld-Matte)	Earmarked contribution to the mandate of USD 12,000 by individual donor	Information not provided
Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights (Mr. Philip Alston)	Earmarked support to the mandate of USD 66,298 by the Govt. of Finland	Received in kind support equivalent of USD 5,000, from home institution, New York University School of Law, for office space, admin support and research assistant.
Special Rapporteur on the right to <b>privacy</b> (Mr. Joseph Cannataci)	No	Received in kind support from home institution, University of Malta and University of Groningen, for office and admin space and research assistant, multi-year basis.  Received one-time in kind support from Govt. of Brazil and Information & technology Society (ITS) Brazil, for a specific event.  Received one time in kind support from Privacy & Identity Lab – Utrecht, to attend an event.
Special Rapporteur on contemporary forms of <b>racism</b> , racial discrimination, xenophobia and related intolerance (Mr. Mutuma Ruteere)	Earmarked contribution from the Govt. of Russia of USD 50,000.	No
Special Rapporteur on freedom of <b>religion or belief</b> (Mr. Heiner Bielefeldt)	Earmarked contribution to the mandate of USD 33,670 by the Govt. of France.  Earmarked contribution to the mandate of USD 53,022 by the Govt. of Germany.  Earmarked contribution from the Govt. of Russia of US\$ 50,000	No

Special Rapporteur on the <b>sale of children</b> , child prostitution and child pornography (Ms. Maud De Boer-Buquicchio)	Earmarked contribution to the mandate of USD 10,989 by the Govt. of Monaco  Earmarked contribution to the mandate of USD 50,000 by the Govt. of Netherlands	No
Special Rapporteur on contemporary forms of <b>slavery</b> , including its causes and consequences (Ms. Urmila Bhoola)	No	No
Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering <b>terrorism</b> (Mr. Ben Emmerson)	Earmarked contribution from the Govt. of Russia of USD 50,000.	Information not provided
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment (Mr. Juan Ernesto Méndez)	No	<p>Received in kind support from home institution, American University Washington College of Law, of office space for use by officers for Asst. Director of Anti-Torture Initiative project and for DC-based OHCHR Staff.</p> <p>Received cash support of USD 51,380 from Govt. of Switzerland that supports follow-up country visits and associated costs, expert consultations and publications. Also funds salary for P3 post in Washington DC where the mandate holder is currently based.</p> <p>Received two year funding of USD 200,000 from Open Society Foundations, which was used to hire research assistants, organize events, and support salaries for staff of the Anti-Torture Initiative (i.e. Asst. Project Director and Research Assistants (Dean's Fellows)</p> <p>Received support from the Govt. of Denmark for a renewable annual P2 JPO post.</p> <p>Received one time cash support of USD 15,000 from Ford Foundation that supported convening of expert consultation on the topic of gender and torture.</p> <p>Received USD 75,000 from Ford Foundation that was used to hire research assistant and support drafting of thematic report on gender and torture, including support for consultant, student research assistants, travel for and</p>

		development of follow-up activities and events, and publication
Special Rapporteur on <b>trafficking in persons</b> , especially women and children (Ms. Maria Grazia Giammarinaro)	Earmarked contribution to the mandate of USD 53,022 by the Govt. of Germany  Earmarked contribution to the mandate of USD 60,601 by the Govt. of Switzerland	No
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth, justice, reparation &amp; guarantees on non-recurrence</b> (Mr. Pablo De Greiff)	Earmarked contribution to the mandate of USD 15,000 by the Govt. of Argentina  Earmarked contribution to the mandate of USD 16,928 by the Govt. of Germany	Received multi-year grant from October 2013 to October 2015 (and extended for 3 month until December 2015), from Govt. of Switzerland of CHF 100,000 for general use by the mandate as well as to the Geneva Academy of International Law, which covered costs associated with hosting and supporting a research assistant for the mandate.  Received one time contribution from the Govt. of Sweden of CHF 220,000 for use in 2015 for general use by the Mandate as well as to cover the costs of the research assistant at the Geneva Academy, and the remainder were earmarked for the meeting in Stockholm on Guarantees of Non-recurrence.
Special Rapporteur on the negative impact of the <b>unilateral coercive measures</b> on the enjoyment of human rights (Mr. Idriss Jazairy)	Earmarked contribution from the Govt. of Russia of USD 50,000.	No
Special Rapporteur on <b>violence against women</b> , its causes and consequences (Ms. Dubravka Šimonović)	No	No
Special Rapporteur on the human rights obligations related to environmentally sound management and disposal of hazardous substances and <b>wastes</b> (Mr. Baskut Tuncak)	No	No
Special Rapporteur on the human right to safe drinking <b>water and sanitation</b> (Mr. Léo Heller)	Earmarked contribution to the mandate of USD 26,511 by the Govt. of Germany	Received EUR 69,000 for 2015 only from the Govt. of Germany that was used to hire research assistant and organize particular events.

Working Group on the issue of discrimination against <b>women in law and in practice</b>	No	
Ms. Kamala Chandrakirana		Information not provided
Ms. Emna Aouij		Information not provided
Ms. Alda Facio		No
Ms. Frances Raday		No
Ms. Eleonora Zielinska		Information not provided

<b>Country mandates</b>		
<b>Mandate (mandate holder)</b>	<b>Earmarked funding by donors received through OHCHR</b>	<b>External funding received through other sources</b>
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Belarus</b> (Mr. Miklós Haraszti)	No	No
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Cambodia</b> (Ms. Rhona Smith)	No	Received in-kind support from home institution, Northumbria University, UK, as paid time off to undertake mandated activity like going on country visit and present report to HRC, Geneva in September 2015.
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Central African Republic</b> (Ms. Marie-Therese Keita Bocoum)	No	Information not provided
Independent Expert on capacity-building and technical cooperation with <b>Côte d'Ivoire</b> in the field of human rights (Mr. Mohammed Ayat)	No	Information not provided
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Eritrea</b> (Ms. Sheila B. Keetharuth)	No	No
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Democratic People's Republic of Korea</b> (Mr. Marzuki Darusman)	No	No
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Haiti</b> (Mr. Gustavo Gallón)	No	No

Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Islamic Republic of Iran</b> (Mr. Ahmed Shaheed)	No	Received multi-year in-kind support for the period 2011-2015 from the City University of New York for research assistant and website design. Research and technical staff for website/social media pages is drawn from university staff and student body.
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Mali</b> (Mr. Suliman Baldo)	No	Information not provided
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Myanmar</b> (Ms. Yanghee Lee)	No	Received one off cash support from home institution, Sungkyunkwan University, of KRW 50 million for research assistant and a particular event.
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Palestinian territories occupied since 1967</b> (Mr. Makarim Wibisino)	No	No
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Somalia</b> (Mr. Bahame Nyanduga)	No	No
Independent Expert on the situation on human rights in the <b>Sudan</b> (Mr. Aristide Nononsi)	No	No

NB.1. Details on earmarking of the 2015 contribution from the Government of the Russian Federation was received only on 8 February 2016, while the funds were actually received in December 2015. The funds will therefore be used only in 2016.

NB.2. The Government of Switzerland made an earmarked contribution of USD 125.000 to support the implementation of HRC resolution 25/38 on the promotion and protection of human rights in the context of peaceful protests.

## Annex XI

### List of special procedures mandate holders as of 31 December 2015

\* *Mandate holders attending the twenty-second annual meeting*

#### Thematic mandates (41)

Working Group of experts on people of <b>African descent</b>	Ms. Mireille Fanon-Mendes-France (France)* Mr. Ahmed Reid (Jamaica) Mr. Ricardo III Sunga (Philippines ) Ms. Michal Balcerzak (Poland) Mr. Sabelo Gumedze (South Africa)	<a href="mailto:africandescent@ohchr.org">africandescent@ohchr.org</a>
Working Group on <b>Arbitrary Detention</b>	Mr. Seong-Phil Hong (Republic of Korea)* Mr. Sètondji Roland Jean-Baptiste Adjovi (Benin) Ms. Leigh Toomey (Australia) Mr. José Guevara (Mexico) Mr. Vladimir Tochilovsky (Ukraine)	<a href="mailto:wgad@ohchr.org">wgad@ohchr.org</a>
Independent Expert on the enjoyment of human rights of persons with <b>albinism</b>	Ms. Ikponwosa Ero (Nigeria)	<a href="mailto:albinism@ohchr.org">albinism@ohchr.org</a>
Special Rapporteur in the field of <b>cultural rights</b>	Ms. Karina Bennoune (United States of America)	<a href="mailto:srculturalrights@ohchr.org">srculturalrights@ohchr.org</a>
Independent expert on the promotion of a <b>democratic and equitable international order</b>	Mr. Alfred de Zayas (United States of America)*	<a href="mailto:ie-internationalorder@ohchr.org">ie-internationalorder@ohchr.org</a>
Working Group on the issue of <b>discrimination against women</b> in law and in practice	Ms. Emna Aouij (Tunisia)* Ms. Kamala Chandrakirana (Indonesia) Ms. Frances Raday (Israel/United Kingdom) Ms. Eleonora Zielinska (Poland) Ms. Alda Facio (Costa Rica)	<a href="mailto:Wgdiscriminationwomen@ohchr.org">Wgdiscriminationwomen@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the rights of <b>persons with disabilities</b>	Ms. Catalina Devandas Aguilar (Costa Rica )*	<a href="mailto:sr.disability@ohchr.org">sr.disability@ohchr.org</a>
Working Group on <b>enforced or involuntary disappearances</b>	Mr. Hendrikas Mickevicius (Lithuania) Mr. Bernard Duhaim (Canada) Mr. Ariel Dulitzky (Argentina/United States of America) Mr. Tae-Ung Baik (Republic of Korea) Ms. Houria Es Slami (Morocco)	<a href="mailto:wgeid@ohchr.org">wgeid@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the right to <b>education</b>	Mr. Kishore Singh (India)*	<a href="mailto:sreducation@ohchr.org">sreducation@ohchr.org</a>

Special Rapporteur on the issue of human rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable <b>environment</b>	Mr. John Knox (United States of America)*	<a href="mailto:ieenvironment@ohchr.org">ieenvironment@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights	Mr. Philip Alston (Australia)*	<a href="mailto:srextremepoverty@ohchr.org">srextremepoverty@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the right to <b>food</b>	Ms. Hilal Elver (Turkey)*	<a href="mailto:srfood@ohchr.org">srfood@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to <b>freedom of opinion and expression</b>	Mr. David Kaye (United States of America)*	<a href="mailto:freedex@ohchr.org">freedex@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the rights to <b>freedom of peaceful assembly and of association</b>	Mr. Maina Kiai (Kenya)*	<a href="mailto:freeassembly@ohchr.org">freeassembly@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>freedom of religion or belief</b>	Mr. Heiner Bielefeldt (Germany)	<a href="mailto:freedomofreligion@ohchr.org">freedomofreligion@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental <b>health</b>	Mr. Dainius Pūras (Lithuania)*	<a href="mailto:srhealth@ohchr.org">srhealth@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on adequate <b>housing</b> as a component of the right to an adequate standard of living	Ms. Leilani Farha (Canada)*	<a href="mailto:srhousing@ohchr.org">srhousing@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of <b>human rights defenders</b>	Mr. Michel Forst (France)*	<a href="mailto:defenders@ohchr.org">defenders@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the independence of <b>judges and lawyers</b>	Ms. Mónica Pinto (Argentina)	<a href="mailto:srindependencejl@ohchr.org">srindependencejl@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the rights of <b>indigenous peoples</b>	Ms. Victoria Lucia Tauli-Corpuz (Philippines)*	<a href="mailto:indigenous@ohchr.org">indigenous@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the human rights of <b>internally displaced persons</b>	Mr. Chaloka Beyani (Zambia)*	<a href="mailto:idp@ohchr.org">idp@ohchr.org</a>
Working Group on the use of <b>mercenaries</b> as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination	Ms. Elzbieta Karska (Poland)* Mr. Saeed Mokbil (Yemen) Ms. Patricia Arias (Chile) Mr. Anton Farrel Katz (South Africa) Mr. Gabor Rona (United States of America/Hungary)	<a href="mailto:mercenaries@ohchr.org">mercenaries@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the human rights of <b>migrants</b>	Mr. François Crépeau (Canada)*	<a href="mailto:migrants@ohchr.org">migrants@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>minority issues</b>	Ms. Rita Izsák (Hungary)*	<a href="mailto:minorityissues@ohchr.org">minorityissues@ohchr.org</a>
Independent Expert on the enjoyment of all human rights by <b>older persons</b>	Ms. Rosa Kornfeld-Matte (Chile)*	<a href="mailto:olderpersons@ohchr.org">olderpersons@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the right to <b>privacy</b>	Mr. Joseph Cannataci (Malta)	<a href="mailto:sprivacy@ohchr.org">sprivacy@ohchr.org</a>



Special Rapporteur on contemporary forms of <b>racism</b> , racial discrimination, xenophobia and related intolerance	Mr. Mutuma Ruteere (Kenya)	<a href="mailto:racism@ohchr.org">racism@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the <b>sale of children</b> , child prostitution and child pornography	Ms. Maud De Boer-Buquicchio (The Netherlands)*	<a href="mailto:srsaleofchildren@ohchr.org">srsaleofchildren@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>contemporary forms of slavery</b> , including its causes and its consequences	Ms. Urmila Bhoola (South Africa)*	<a href="mailto:srslavery@ohchr.org">srslavery@ohchr.org</a>
Independent Expert on human rights and <b>international solidarity</b>	Ms. Virginia Dandan (Philippines)*	<a href="mailto:iesolidarity@ohchr.org">iesolidarity@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>extrajudicial, summary or arbitrary executions</b>	Mr. Christof Heyns (South Africa) *	<a href="mailto:eje@ohchr.org">eje@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering <b>terrorism</b>	Mr. Ben Emmerson (United Kingdom)	<a href="mailto:srct@ohchr.org">srct@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment	Mr. Juan Ernesto Méndez (Argentina)*	<a href="mailto:sr-torture@ohchr.org">sr-torture@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of <b>hazardous substances and wastes</b>	Mr. Baskut Tuncak (Turkey) *	<a href="mailto:srtoxicwaste@ohchr.org">srtoxicwaste@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>trafficking in persons</b> , especially women and children	Ms. Maria Grazia Giammarinaro (Italy)*	<a href="mailto:srtrafficking@ohchr.org">srtrafficking@ohchr.org</a>
Working Group on the issue of human rights and <b>transnational corporations and other business enterprises</b>	Mr. Michael K. Addo (Ghana)* Ms. Margaret Jungk (United States of America) Mr. Pavel Sulyandziga (Russian Federation) Mr. Dante Pesce (Chile)	<a href="mailto:wg-business@ohchr.org">wg-business@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the promotion of <b>truth, justice, reparation &amp; guarantees of non-recurrence</b>	Mr. Pablo de Greiff (Colombia)	<a href="mailto:srtruth@ohchr.org">srtruth@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the negative impact of <b>unilateral coercive measures</b> on the enjoyment of human rights	Mr. Idriss Jazairy (Algeria)*	<a href="mailto:ucm@ohchr.org">ucm@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on <b>violence against women</b> , its causes and consequences	Ms. Dubravka Šimonovic (Croatia)	<a href="mailto:vaw@ohchr.org">vaw@ohchr.org</a>
Independent Expert on the effects of <b>foreign debt</b> and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights	Mr. Juan Bohoslavsky (Argentina)*	<a href="mailto:ieforeigndebt@ohchr.org">ieforeigndebt@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the human right to <b>safe drinking water and sanitation</b>	Mr. Léo Heller (Brazil)*	<a href="mailto:srwatsan@ohchr.org">srwatsan@ohchr.org</a>

## Country-specific mandates (14)

Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Belarus</b>	Mr. Miklós Haraszti (Hungary)*	<a href="mailto:sr-belarus@ohchr.org">sr-belarus@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Cambodia</b>	Ms. Rhona Smith (United Kingdom)*	<a href="mailto:srcambodia@ohchr.org">srcambodia@ohchr.org</a>
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Central African Republic</b>	Ms. Marie-Thérèse Keita Bocoum (Côte d'Ivoire)*	<a href="mailto:ie-car@ohchr.org">ie-car@ohchr.org</a>
Independent Expert on the enhancement of capacity building and technical cooperation with <b>Côte d'Ivoire</b> in the field of human rights	Mr. Mohammed Ayat (Morocco)*	<a href="mailto:eicotedivoire@ohchr.org">eicotedivoire@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Democratic People's Republic of Korea</b>	Mr. Marzuki Darusman (Indonesia)*	<a href="mailto:hr-dprk@ohchr.org">hr-dprk@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Eritrea</b>	Ms. Sheila B. Keetharuth (Mauritius)*	<a href="mailto:sr-eritrea@ohchr.org">sr-eritrea@ohchr.org</a>
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Haiti</b>	Mr. Gustavo Gallón (Colombia)	<a href="mailto:ie-haiti@ohchr.org">ie-haiti@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Islamic Republic of Iran</b>	Mr. Ahmed Shaheed (Maldives)*	<a href="mailto:sr-iran@ohchr.org">sr-iran@ohchr.org</a>
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Mali</b>	Mr. Suliman Baldo (Sudan)*	<a href="mailto:ie-mali@ohchr.org">ie-mali@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Myanmar</b>	Ms. Yanghee Lee (Republic of Korea)*	<a href="mailto:sr-myanmar@ohchr.org">sr-myanmar@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Palestinian territories occupied since 1967</b>	Mr. Makarim Wibisono (Indonesia)	<a href="mailto:sropt@ohchr.org">sropt@ohchr.org</a>
Independent Expert on the situation of human rights in <b>Somalia</b>	Mr. Bahame Tom Mukiryia Nyanduga (Tanzania)*	<a href="mailto:ie-somalia@ohchr.org">ie-somalia@ohchr.org</a>
Independent Expert on the situation of human rights in the <b>Sudan</b>	Mr. Aristide Nononsi (Benin)*	<a href="mailto:iesudan@ohchr.org">iesudan@ohchr.org</a>
Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Syrian Arab Republic</b>	Mr. Pablo Sérgio Pinheiro (Brazil) - <i>will start once the mandate of the commission of inquiry ends</i>	<a href="mailto:srsyria@ohchr.org">srsyria@ohchr.org</a>

\* The following former mandate holders, who have since finished their terms in office, attended the twenty-second annual meeting: Ms. Farida Shaheed (Pakistan), former Special Rapporteur in the field of cultural rights, Ms. Jasminka Dzumhur (Bosnia and Herzegovina), former member of the Working Group on enforced or involuntary disappearances, Ms. Gabriela Knaul (Brazil), former Special Rapporteur on the independence of judges and lawyers, Ms. Rashida Manjoo (South Africa), former Special Rapporteur on violence against women, its causes and consequences.

## Annex XII

### List of special procedures mandate holders to be appointed in 2016

#### 31<sup>st</sup> session of the Human Rights Council (29 February - 24 March 2016)

- Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other business enterprises, member from Asia-Pacific States [[HRC res. 26/22](#)]
- Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 [[CHR res. 1993/2](#) and [HRC res. 5/1](#)]

#### 32<sup>nd</sup> session of the Human Rights Council (13 June 2016 - 1 July 2016 tbc)

- Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions [[HRC res. 26/12](#)]
- Special Rapporteur on freedom of religion or belief [[HRC res. 22/20](#)]
- Special Rapporteur on the right to education [[HRC res. 26/17](#)]
- Special Rapporteur on the situation of human rights in the Democratic People's Republic of Korea [[HRC res. 28/22](#)]

#### 33<sup>rd</sup> session of the Human Rights Council (13 - 30 September 2016 tbc)

- Special Rapporteur on the human rights of internally displaced persons [[HRC res. 23/8](#)]
- Special Rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment [[HRC res. 25/13](#)]
- Working Group on Arbitrary Detention, member from Eastern European States [[HRC res. 24/7](#)]

## Annex XIII

### List of sponsors of HRC resolutions establishing special procedures mandates

#### Thematic mandates (41)

Single regional sponsors		
Regional Group	Country	Mandate
African Group	African Group.	Working Group of Experts on people of <b>African Descent</b>
African Group	African Group.	Independent Expert on the enjoyment of human rights of persons with <b>albinism</b>
African Group	African Group.	Special Rapporteur on contemporary forms of <b>racism</b> , racial discrimination, xenophobia and related intolerance
African Group	African Group.	Special Rapporteur on the implications for human rights of the environmentally sound management and disposal of hazardous <b>substances and wastes</b>
Asia-Pacific Group	Iran on behalf of the Non-Aligned Movement.	Special Rapporteur on <b>unilateral coercive measures</b>
GRULAC	Cuba	Special Rapporteur in the field of <b>cultural rights</b>
GRULAC	Cuba.	Independent Expert on the promotion of a <b>democratic and equitable international order</b>
GRULAC	Mexico, Colombia.	Working Group on the issue of <b>discrimination against women</b> in law and practice
GRULAC	Cuba.	Special Rapporteur on the <b>right to food</b>
GRULAC	Cuba.	Independent Expert on the effects of <b>foreign debt</b> and other related international financial obligations of States on the full enjoyment of all human rights, particularly economic, social and cultural rights
GRULAC	Brazil.	Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental <b>health</b>
GRULAC	Mexico, Guatemala.	Special Rapporteur on the rights of <b>indigenous peoples</b>
GRULAC	Cuba	Working Group on the use of <b>mercenaries</b> as a means of violating human rights and impeding the exercise of the right of peoples to self-determination
GRULAC	Mexico.	Special Rapporteur on the human rights of <b>migrants</b>
GRULAC	Argentina, Brazil.	Independent Expert on the enjoyment of all human rights by <b>older persons</b>
GRULAC	Cuba.	Independent Expert on human rights and <b>international solidarity</b>
GRULAC	Mexico.	Special Rapporteur on the protection and promotion of human rights and fundamental freedoms while countering <b>terrorism</b>

WEOG	Germany, Finland.	Special Rapporteur on <b>adequate housing</b> as a component of the right to an adequate standard of living
WEOG	France.	Working Group on <b>Arbitrary Detention</b>
WEOG	Portugal.	Special Rapporteur on the <b>right to education</b>
WEOG	Sweden.	Special Rapporteur on <b>extrajudicial, summary or arbitrary executions</b>
WEOG	United States of America.	Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to <b>freedom of opinion and expression</b>
WEOG	Norway.	Special Rapporteur on the situation of <b>human rights defenders</b>
WEOG	Austria.	Special Rapporteur on the human rights of <b>internally displaced persons</b>
WEOG	Austria.	Special Rapporteur on <b>minority issues</b>
WEOG	United Kingdom.	Special Rapporteur on contemporary forms of <b>slavery</b> , including its causes and consequences
WEOG	Denmark.	Special Rapporteur on <b>torture</b> and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment
WEOG	Canada.	Special Rapporteur on <b>violence against women</b> , its causes and consequences
WEOG	Spain, Germany.	Special Rapporteur on the human right to safe drinking <b>water and sanitation</b>

<b>Cross regional sponsors</b>		
<b>Regional Group</b>	<b>Country</b>	<b>Mandate</b>
African Group, Asia-Pacific Group, GRULAC, EEG, WEOG	Maldives, Costa Rica, Slovenia, Switzerland, Morocco.	Special Rapporteur on the issue of Human Rights obligations relating to the enjoyment of a safe, clean, healthy and sustainable <b>environment</b>
African Group, Asia-Pacific Group, EEG, GRULAC, WEOG	United States of America, Czech Republic, Indonesia, Lithuania, Maldives, Mexico, Nigeria.	Special Rapporteur on the rights to <b>freedom of peaceful assembly and association</b>
African Group, Asia-Pacific Group, EEG, GRULAC, WEOG	France, Albania, Romania, Belgium, Peru, Chile, Philippines, Senegal, Morocco.	Special Rapporteur on <b>extreme poverty</b> and human rights
African Group, Asia-Pacific Group, GRULAC, EEG, WEOG	Hungary, Australia, Botswana, Maldives, Mexico, Thailand.	Special Rapporteur on the <b>independence of judges and lawyers</b>
African Group, Asia-Pacific Group, GRULAC, WEOG	France, Argentina, Japan, Morocco	Working Group on <b>Enforced or Involuntary Disappearances</b>

African Group, GRULAC, EEG, WEOG	Norway, Russian Federation, Ghana, Argentina and cross- regional group.	Working Group on the issue of human rights and transnational corporations and other <b>business</b> enterprises
African Group, GRULAC, WEOG,	Argentina, Switzerland, Morocco.	Special Rapporteur on the <b>promotion of truth</b> , justice, reparation and guarantees of non-recurrence
Asia-Pacific Group, WEOG	Germany, Philippines.	Special Rapporteur on <b>trafficking in persons</b> , especially women and children
EEG, WEOG	European Union.	Special Rapporteur on <b>freedom of religion or belief</b>
GRULAC, EEG, WEOG,	European Union, GRULAC.	Special Rapporteur on the <b>sale of children</b> , child prostitution and child pornography
GRULAC, WEOG	New Zealand, Mexico.	Special Rapporteur on the human rights of persons with <b>disabilities</b>
GRULAC, WEOG	Brazil, Germany, Austria, Liechtenstein, Mexico, Norway, Switzerland.	Special Rapporteur on the right to <b>privacy in the digital age</b>

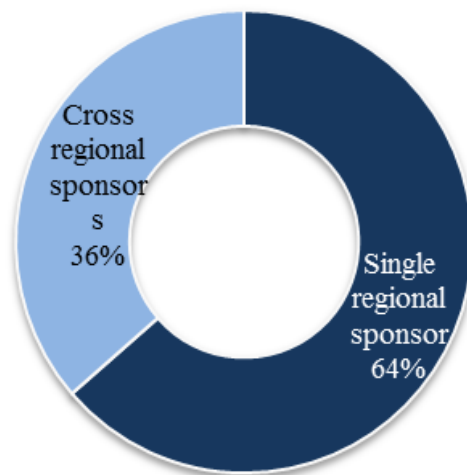
## Country mandates (14)

Single regional sponsors		
Regional Groups	Country	Mandate
African Group	Djibouti, Somalia, Nigeria.	Special Rapporteur on the situation of human rights in <b>Eritrea</b>
African Group	African Group.	Independent Expert on the situation of human rights in <b>Mali</b>
African Group	African Group.	Independent Expert on the situation of Human Rights in <b>Sudan</b>
African Group	African Group	Independent Expert on the situation of human rights in <b>Central African Republic</b>
African Group	African Group	Independent Expert on the enhancement of capacity building and technical cooperation with <b>Côte d'Ivoire</b> in the field of human rights
Asia-Pacific Group	Japan.	Special Rapporteur on the situation of Human Rights in <b>Cambodia</b>
GRULAC	Haiti and group of friends.	Independent Expert on the situation of human rights in <b>Haiti</b>
WEOG	Sweden.	Special Rapporteur on the situation of Human Rights in the <b>Islamic Republic of Iran</b>

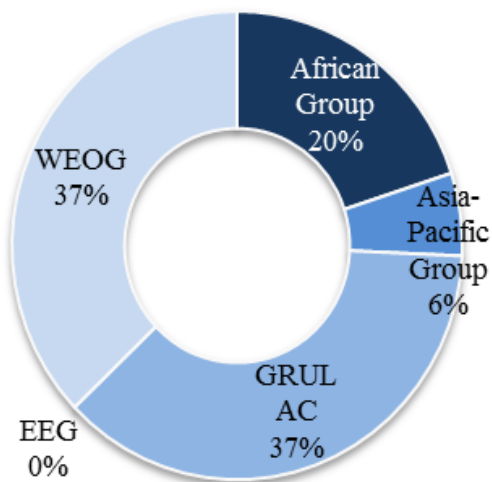
Cross regional sponsors		
Regional Groups	Country	Mandate
African Group, Asia-Pacific Group, GRULAC, EEG, WEOG	Cross regional group.	Independent Expert on the situation of Human Rights in <b>Somalia</b>
African Group, Asia-Pacific Group, GRULAC, WEOG	Cross regional group (WEOG and Organisation of Islamic Cooperation).	Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Syrian Arab Republic</b>
African Group, Asia-Pacific Group, GRULAC	Organisation of Islamic Cooperation, Arab Group.	Special Rapporteur on the situation of Human Rights in the <b>Palestinian territories</b> occupied since 1967
EEG, WEOG	European Union.	Special Rapporteur on the situation of Human Rights in <b>Myanmar</b>
EEG, WEOG	European Union	Special Rapporteur on the situation of Human Rights in <b>Belarus</b>
EEG, WEOG	European Union	Special Rapporteur on the situation of human rights in the <b>Democratic People's Republic of Korea</b>

**Statistics  
on sponsors of  
HRC resolutions  
establishing  
special procedures  
mandates  
(all mandates)**

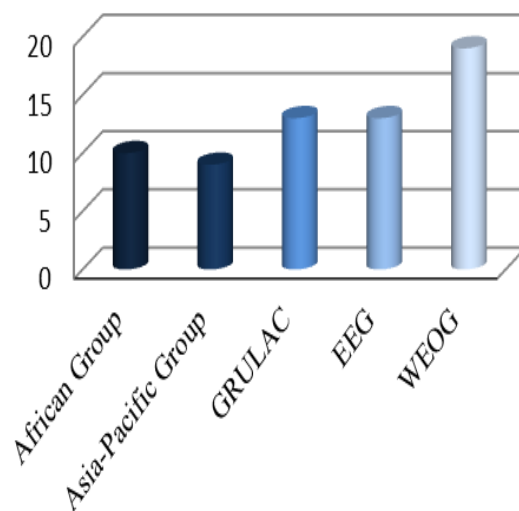
**Special Procedures mandates  
(55 total)**



**Special Procedures  
mandates single regional  
sponsor (35)**



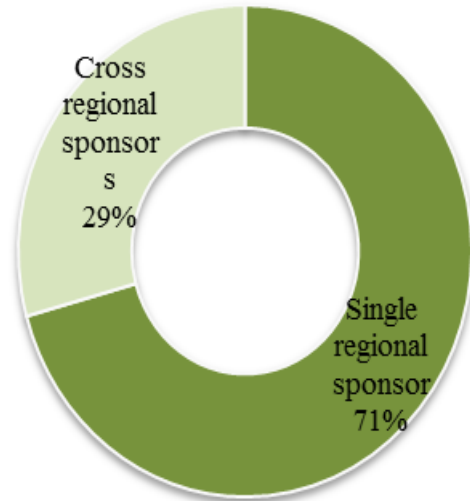
**Special procedures mandates  
cross-regional sponsors  
(out of 20)**



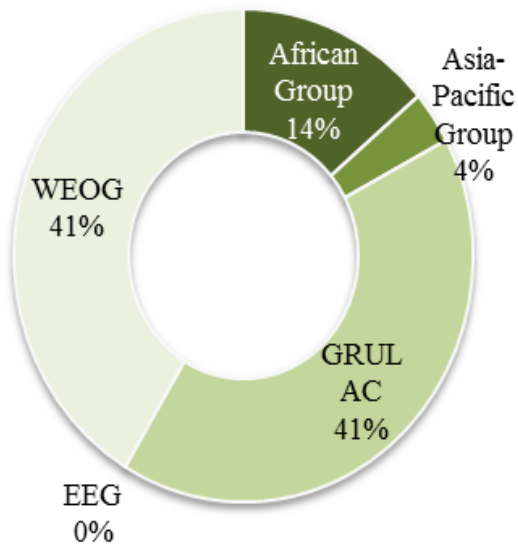


**Statistics  
on sponsors of  
HRC resolutions  
establishing  
special procedures  
mandates  
(thematic mandates)**

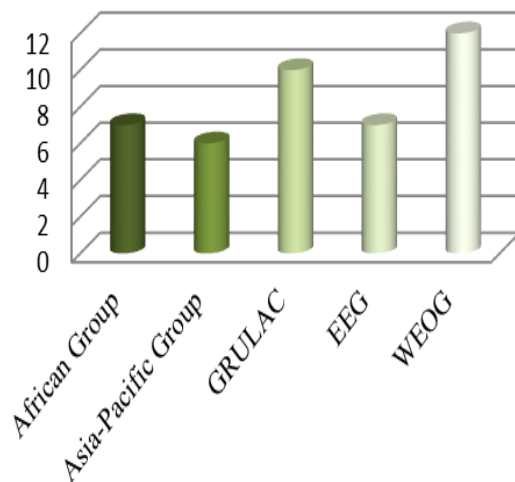
**Thematic mandates (41)**



**Thematic mandates single  
sponsors (29)**

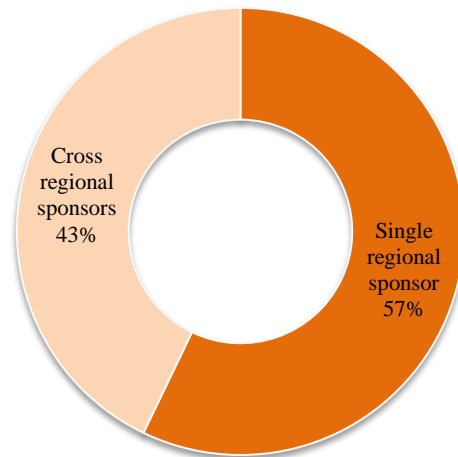


**Thematic mandates  
cross-regional sponsors  
(out of 12)**

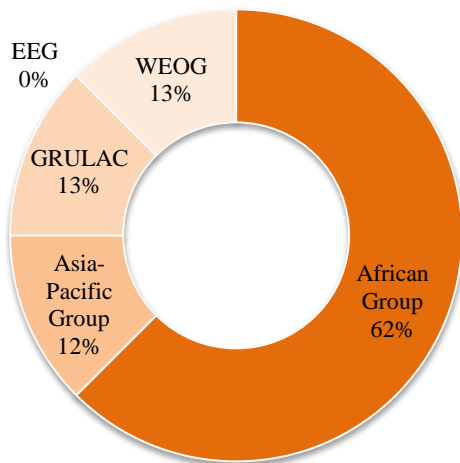


**Statistics  
on sponsors of  
HRC resolutions  
establishing  
special procedures  
mandates  
(country mandates)**

**Country mandates (14)**



**Country mandates single regional sponsor (8)**



**Country mandates cross-regional sponsors (out of 8)**

